

Maison de l'emploi et de la formation de Saverne



MAISON DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION
DE SAVERNE

De l'analyse des marchés de la Construction Durable
au diagnostic de la montée en compétence
dans les métiers du Bâtiment et des ENR
à l'horizon 2014



Etude CERC – Version du 01 / 12 / 2010



Synthèse – Territoire de Saverne

1 De l'analyse des marchés de la Construction Durable au diagnostic de la montée en compétence dans les métiers du Bâtiment et des ENR à horizon 2014 | CEBTP-Alsace - Réseau des CERC - Décembre 2010

I - Un contexte socio-économique spécifique sur le territoire de Saverne qui influence les marchés, l'emploi et la formation du secteur Bâtiment et ENR

L'évolution des marchés est fortement influencée par les spécificités socio-économiques des territoires. Attractivité du territoire, typologie des ménages, précarité énergétique, typologie du parc de logements et de locaux, capacité de l'appareil de production Bâtiment à répondre aux mutations importantes, stratégie de développement des ENR... sont autant de variables qui facilitent ou freinent, la prise en compte des nouveaux enjeux en lien avec le Grenelle de l'environnement.

Le Diagnostic : méthode

Le champ : Les marchés, l'emploi et la formation du secteur Bâtiment en lien avec le Grenelle de l'environnement (performance énergétique et qualité environnementale), sur le territoire de la MDEF, à savoir le territoire de Saverne.

Un diagnostic en 3 temps ...

- Analyse des données conjoncturelles et structurelles
- Enquête auprès des entreprises: objectif comprendre leurs pratiques actuelles et les perspectives sur les marchés liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale
- Analyse prospective et conclusion du diagnostic

Le « livrable » reflète sur plus de 180 pages, cette démarche. Il est structuré autour de 5 parties afin de donner aux partenaires locaux, régionaux et nationaux, un outil complet et cohérent pour l'élaboration de leur plan d'action :

- I. *Données de cadrage*
- II. *Les marchés du Bâtiment en lien avec le Grenelle de l'environnement sur le territoire*
- III. *Performance énergétique et qualité environnementale: un impact sur l'emploi du secteur Bâtiment*
- IV. *La formation*

Un territoire attractif

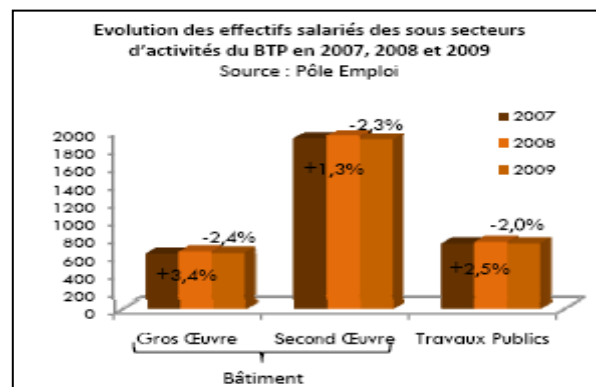
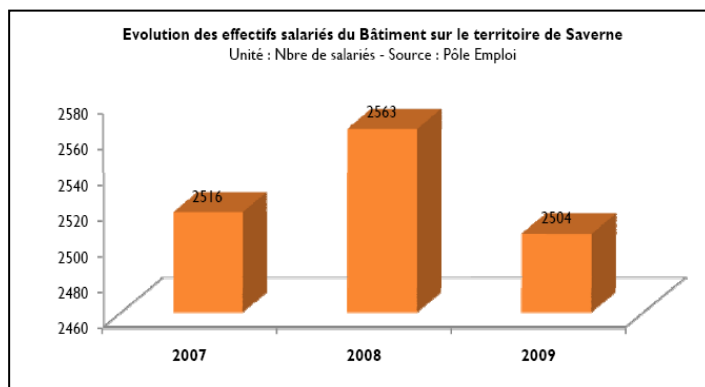
Le territoire de la MDEF de Saverne est attractif. La population augmente à un rythme soutenu, mais moins que sur les autres territoires (+4% entre les deux derniers recensements pour une moyenne de +5% dans le Bas-Rhin). Ce territoire est également très typé avec une part de retraités plus forte que dans la région (25% contre 23%). La population croissante de ce territoire est donc plutôt âgée.

Le territoire de la MDEF de Saverne est le territoire alsacien à la plus faible part de diplômés.

Une crise qui a très vite touché les effectifs salariés du secteur Bâtiment

Les effectifs salariés Bâtiment du territoire ont encore augmenté, +2% en 2008. La chute des effectifs due à la crise est observée sur les effectifs 2009 avec une baisse de -2,3%. Tandis que les effectifs régionaux ont déjà baissé en 2008 de -0,4%, et de -2,3% en 2009. L'Alsace a ressenti très vite les effets de la crise. Le secteur du Bâtiment est un peu plus touché que l'ensemble des secteurs par cette baisse d'effectifs.

	Nombre de salariés			Evolution effectifs 2009-2008	
	Tous secteurs	Bâtiment	Part Bâtiment	Tous secteurs	Bâtiment
MDEF Saverne	25 331	2 504	9,9%	-1,4%	-2,3%
Bas-Rhin	318 293	22 215	7,0%	-2,0%	-1,5%
Alsace	512 094	37 253	7,3%	-2,1%	-2,3%
France	16 287 716	1 188 948	7,3%	-1,5%	-3,0%



Parmi les sous-secteurs d'activités, les effectifs salariés du Gros Œuvre sont légèrement plus touchés. Cette baisse est contrebalancée par la plus forte hausse des effectifs en 2008 (+3,4% contre +1,3% pour le Second Œuvre).

Les travaux de menuiserie bois et PVC représentent plus de 15% des effectifs des salariés du Bâtiment.

Les femmes représentent 13% des salariés du secteur du Bâtiment sur le territoire.

La capacité de réponse de l'appareil de production du secteur Bâtiment : 606 entreprises de Bâtiment...

	Nombre d'entreprises* en 2009			
	Tous secteurs	Bâtiment	Part Bâtiment	Part B - de 10 salariés
MDEF Saverne	4 707	606	12,9%	90,9%
Bas-Rhin	54 702	4 450	8,1%	89,2%
Alsace	88 486	8 188	9,3%	89,4%
France	3 647 931	390 130	11,1%	92,5%

Le secteur du Bâtiment qui se trouve fortement mobilisé par les enjeux en lien avec le Grenelle, est bien représenté dans l'économie locale. **606 entreprises de Bâtiment sont présentes sur le territoire. Une proportion d'entreprises de Bâtiment plus importante que sur le département, la région ainsi qu'au niveau national.**

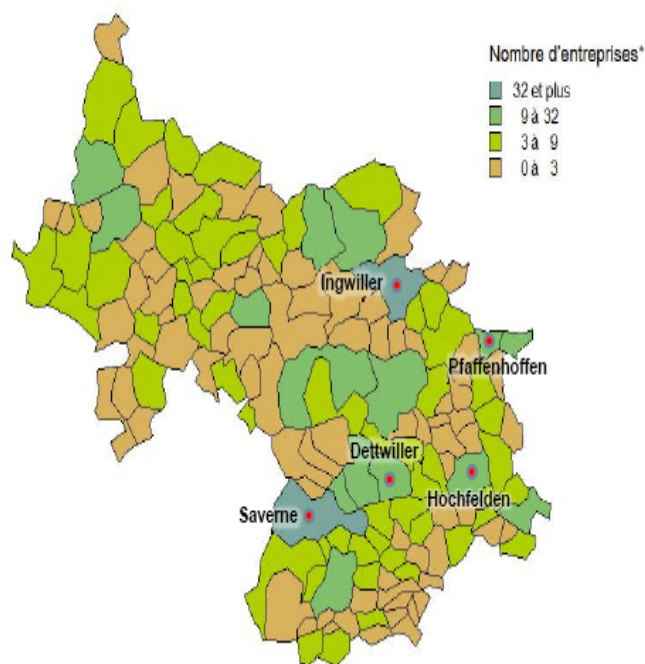
Les entreprises sont de petite taille. (36% des entreprises de Bâtiment n'ont pas de salarié). Parallèlement, les entreprises de plus de 10 salariés sont moins représentées.

Répartition des entreprises* du Bâtiment sur le territoire défini par la MDEF
Source : INSEE SIRENE 2009

Les communes regroupant le plus d'entreprises de Bâtiment sont Saverne et Ingwiller.

La majorité des entreprises n'a pas de salarié et les chefs d'entreprises sont principalement âgés entre 45 et 54 ans, ce qui pose la problématique de la transmission, d'autant plus que cette part est quasiment égale à celle du Bas-Rhin et de la Région.

Le secteur du Gros Œuvre est beaucoup plus faiblement représenté que le secteur du Second Œuvre.



4 activités concentrent 50% des entreprises* du Bâtiment

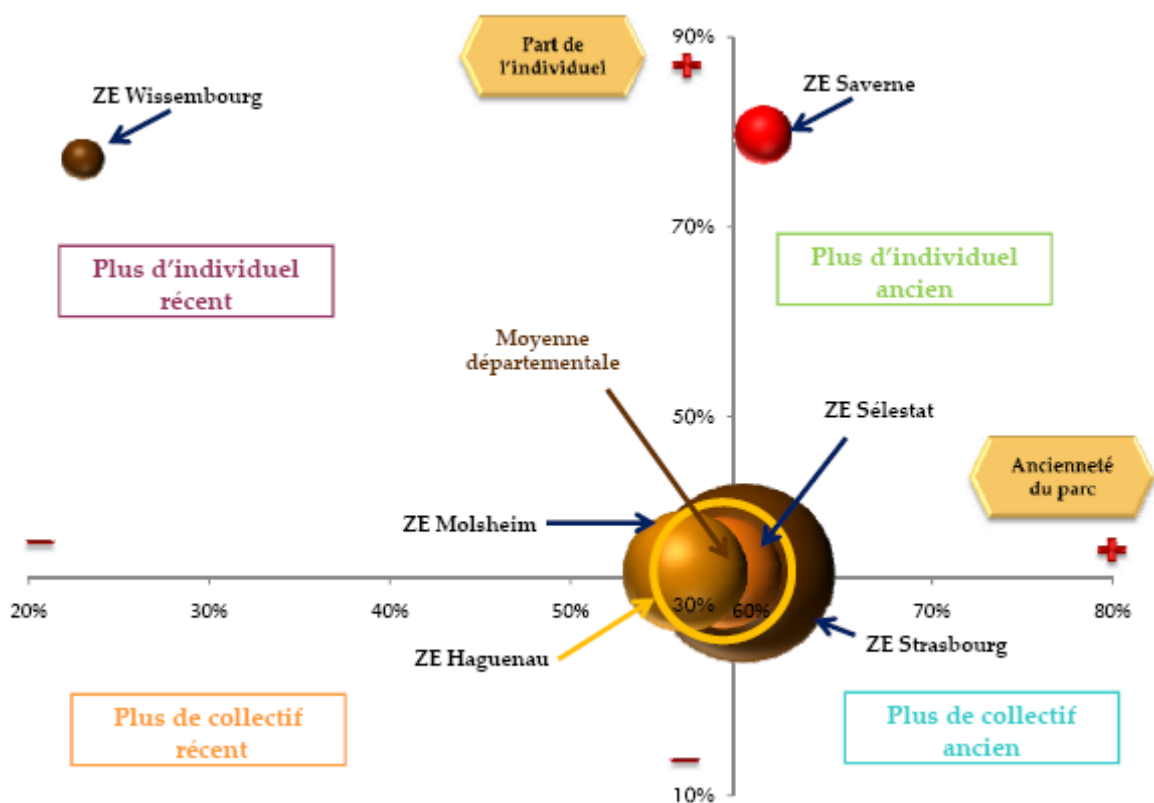
- Les travaux de menuiserie bois et PVC représentent près de 16% des activités d'entreprises du Bâtiment.
- 14% des entreprises du Bâtiment consacrent leur activité aux travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment.
- 10,4% et 10,1% des entreprises ont des activités de travaux de peinture et vitrerie ainsi que des travaux d'installation électrique dans tous locaux.

Un parc de logements très typé

Le potentiel de rénovation énergétique des logements est fortement conditionné par les caractéristiques du parc : près de 35% des logements sur le territoire de Saverne ont plus de 60 ans. Le parc de logements est également marqué par un pourcentage nettement plus important de logements individuels : 79% sur le territoire pour une moyenne régionale de 50% ainsi que par une forte part de résidences principales : 89%. Les ¾ des habitants sont propriétaires et 37% des propriétaires sont retraités.

	Parc existant de logements			Construction neuve Logements	Construction neuve - Locaux
	Nombre	Part des résidences principales	Part des rés. Principales de plus de 35 ans	Logements commencés en 2009	Surfaces (en m ²) commencées en 2009
MDEF	46 510	89%	59%	501	68 778
Bas-Rhin	485 399	92%	58%	5 344	486 030
Alsace	820 005	91%	59%	8 772	863 525
France	31 089 562	84%	60%	322 814	27 467 241

Le parc de logements sur le territoire de Saverne est très typé: 59% des logements ont plus de 35 ans et 79% des logements sont individuels

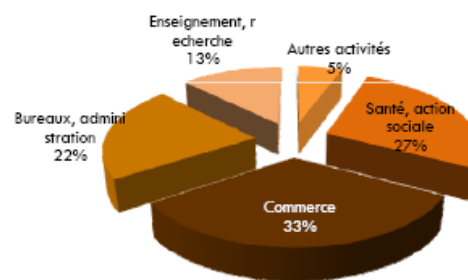


Source: FILOCOM 2007

Le parc de locaux

Le parc de bâtiments non résidentiel tertiaires du territoire est estimé à 16 millions de m².

Répartition des surfaces de bâtiments non résidentiels tertiaires par catégorie sur le territoire de la MDEF
Source : INSEE



Le parc de locaux est fait principalement de commerces et de bâtiments dédiés à la santé et action sociale.

Des ménages plus sensibles face à la précarité énergétique

Les ressources des ménages résidant sur le territoire sont plus faibles qu'au niveau départemental et régional. Les revenus nets imposables des foyers sont en moyenne de 22 126€ sur le territoire contre 23 645€ en Alsace. La part de foyers non imposés est quant à elle élevée : 43% sur le territoire et 40% dans la région.

	Imposition des Foyers Fiscaux en 2007 Revenu Net imposable			
	%Foyers non Imposés	Des Foyers	Des Foyers Imposés	Des Foyers non Imposés
MDEF Saverne	43,2%	22 126€	30 936€	10 520€
Bas-Rhin	40,5%	23 769€	33 292€	9 773€
Alsace	40,5%	23 645€	33 019€	9 880€
France	44,5%	22 947€	33 863€	9 349€

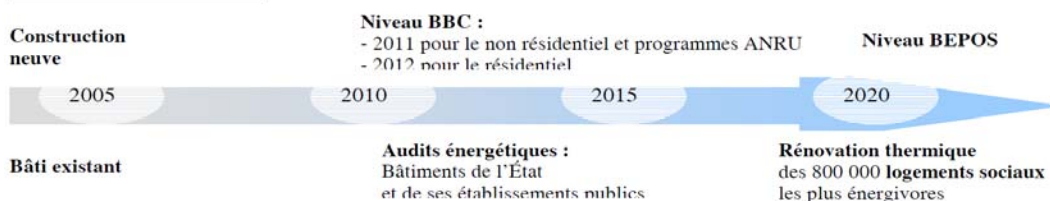
Qu'est-ce la précarité énergétique ?

Selon un récent rapport (Janvier 2010) du Plan Bâtiment Grenelle, de l'ANAH et de la Fondation Abbé Pierre, la précarité énergétique résulte de la combinaison de trois facteurs principaux :

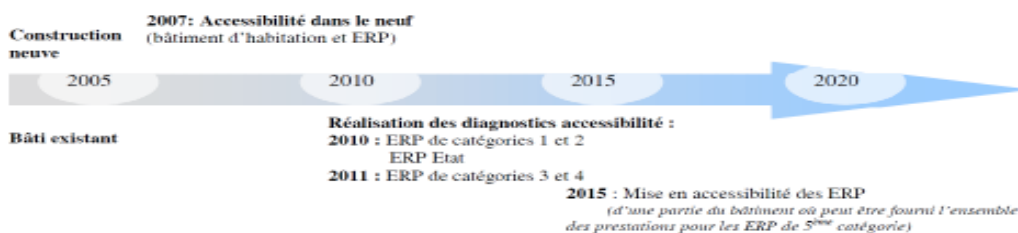
- Des ménages vulnérables de par la faiblesse de leurs revenus
- La mauvaise qualité thermique des logements occupés
- Le coût de l'énergie

La définition suivante a été retenue pour inscrire la précarité énergétique dans la loi : « Est en précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources et de ses conditions d'habitat ».

Efficacité énergétique



Accessibilité

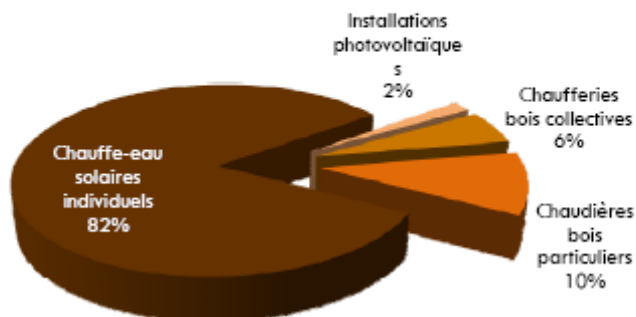


Des installations ENR sur le territoire : chauffe-eau solaire, photovoltaïque et chaudière bois

On recense 419 chauffe-eau solaires individuels, 9 grandes installations photovoltaïques, 53 chaudières bois particuliers et 29 chaufferies bois collectives.

Répartition des installations d'EnR sur le territoire de la MDEF en 2008-2009

Source : Dossier de candidature Plan Climat Energie Territorial



Les objectifs du Grenelle...

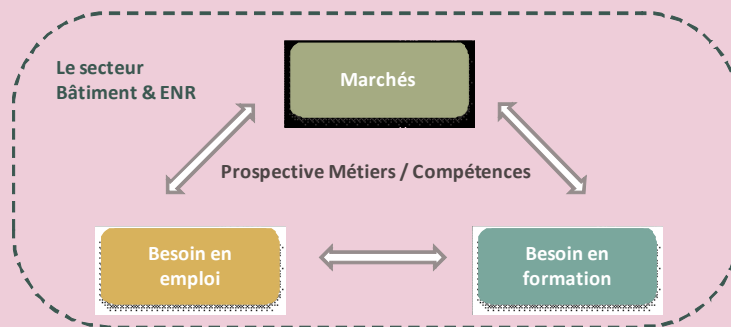
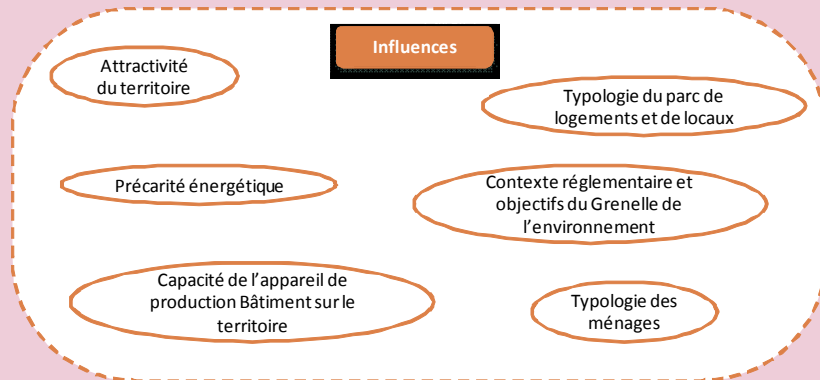
Le Grenelle de l'Environnement met en avant certains enjeux majeurs dans le domaine du Bâtiment : l'efficacité énergétique et l'accessibilité mais aussi la gestion des déchets de chantier du BTP ou encore l'usage du bois dans la construction et la qualité sanitaire des matériaux.

Le Grenelle de l'Environnement pose en particulier des objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique du Bâtiment :

- en construction neuve, la basse consommation devenant la règle à fin 2012 dans le secteur résidentiel et en juillet 2011 dans le non résidentiel et pour les programmes situés en zone ANRU ;
- pour le parc existant, avec un objectif de réduire de 38% la consommation d'énergie liée à ce parc à l'horizon 2020.

Par ailleurs, la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes prévoit des obligations relatives à l'accessibilité du cadre bâti pour les Etablissements Recevant du Public et les bâtiments d'habitation.

Le processus de diagnostic...



II. Les marchés du Bâtiment impactés par les objectifs de performance énergétique et par la qualité environnementale

Le chiffre d'affaires des entreprises de Bâtiment du territoire marqué par la crise depuis 2008

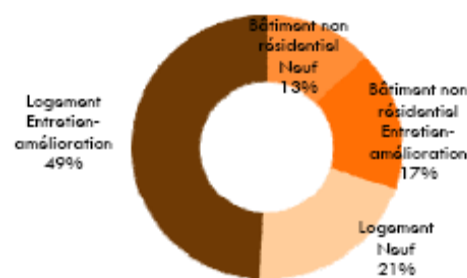
Le secteur du Bâtiment a été touché par la crise dès le début de l'année 2008. Elle n'a pas épargné les entreprises de Bâtiment sur le territoire. En 2009, le chiffre d'affaires Bâtiment sur le territoire de Saverne baisse de -4% et est estimé à 265 Millions d'euros.

En Millions d'Euros	CA Bâtiment 2009	Poids / l'échelon géo sup.	CA Construction neuve	CA Entretien Rénovation
MDEF	265	11,5%	90	175
Bas-Rhin	2 338	59,2%	1 153	1 201
Alsace	3 947		1 934	2 013

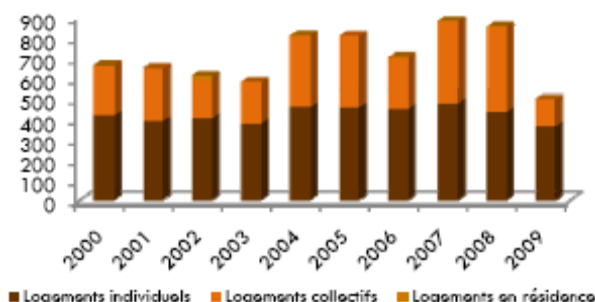
La construction neuve représente 90 Millions d'euros sur le territoire. Ce marché connaît une forte baisse par la chute des mises en chantier de logements et de locaux en 2009. (-41% pour les logements et -44% pour les locaux). La construction neuve est donc moins dynamique dans le secteur résidentiel.

	Construction neuve - logements	
	Logements commencés en 2009	Evolution 2009
MDEF	501	-41,3%
Bas-Rhin	5 344	-14,8%
Alsace	8 772	-21,9%
France	322 814	-16,3%

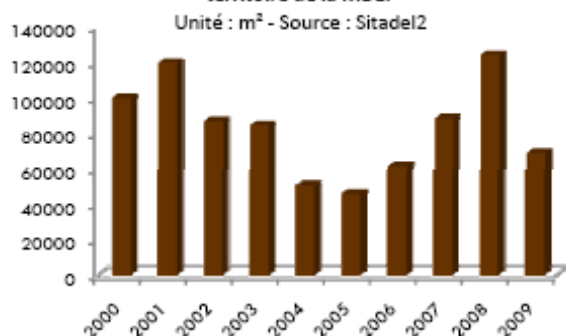
Répartition du chiffre d'affaires des entreprises de Bâtiment en 2009 par nature de travaux sur le territoire de la MDEF
Source : Estimation CEBTP-Alsace (à partir des résultats de l'enquête CERC)



Evolution du nombre de logements commencés par type de logement sur le territoire de la MDEF
Unité : Nbre de logements - Source : Sitadel2



Evolution des surfaces de locaux commencés sur le territoire de la MDEF
Unité : m² - Source : Sitadel2

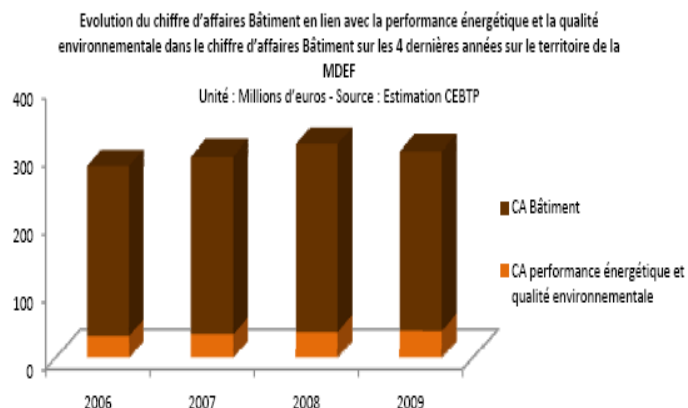


	Construction neuve - locaux	
	Surface (en m ²) commencée en 2009	Evolution 2009
MDEF	68 778	-44,3%
Bas-Rhin	486 030	-19,8%
Alsace	863 525	-12,1%
France	27 467 241	-23,5%

L'activité de l'entretien-amélioration est plus importante que dans la région : elle représente 66% du chiffre d'affaires du territoire contre 51% en Alsace. Les marchés de l'entretien-amélioration représentent 175 Millions d'euros sur le territoire.

Une part croissante des marchés liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale : 13% en 2006 et 15% en 2009

La crise économique freine la commande des entreprises mais les marchés en lien avec le Grenelle de l'environnement soutenus par un ensemble de dispositifs (incitations fiscales, prêts à taux zéro..), par de nouvelles réglementation et par une conscience environnementale renforcée, connaissent une progression encore sensible sur le territoire de Saverne.



Les marchés de travaux liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale ont ainsi connu des évolutions positives ces dernières années contribuant ainsi au maintien de l'activité du secteur. Ceci se traduit par une augmentation régulière de la part du chiffre d'affaires performance énergétique et qualité environnementale dans le chiffre d'affaires Bâtiment.

Champ de la performance énergétique et de la qualité environnementale de l'étude CERC :

Enveloppe (Gros Œuvre / Clos couvert) :

- Mise en œuvre de matériaux à isolation répartie (béton cellulaire, béton de chanvre, brique de type monomur...)
- Conception et réalisation de bâtiments basse consommation
- Pose d' huisseries performantes (performance thermique, acoustique, vitrage haute performance)
- Rupture ponts thermiques
- Isolation par l'extérieur : enduits d'étanchéité, bardage bois ou métal, peinture étanche, ...
- Construction bois (ossature bois, poteaux poutres)
- Etanchéité à l'air
- Panneaux bois, bardage bois
- Mise en œuvre de matériaux naturels (terre, pisé, paille, ...)

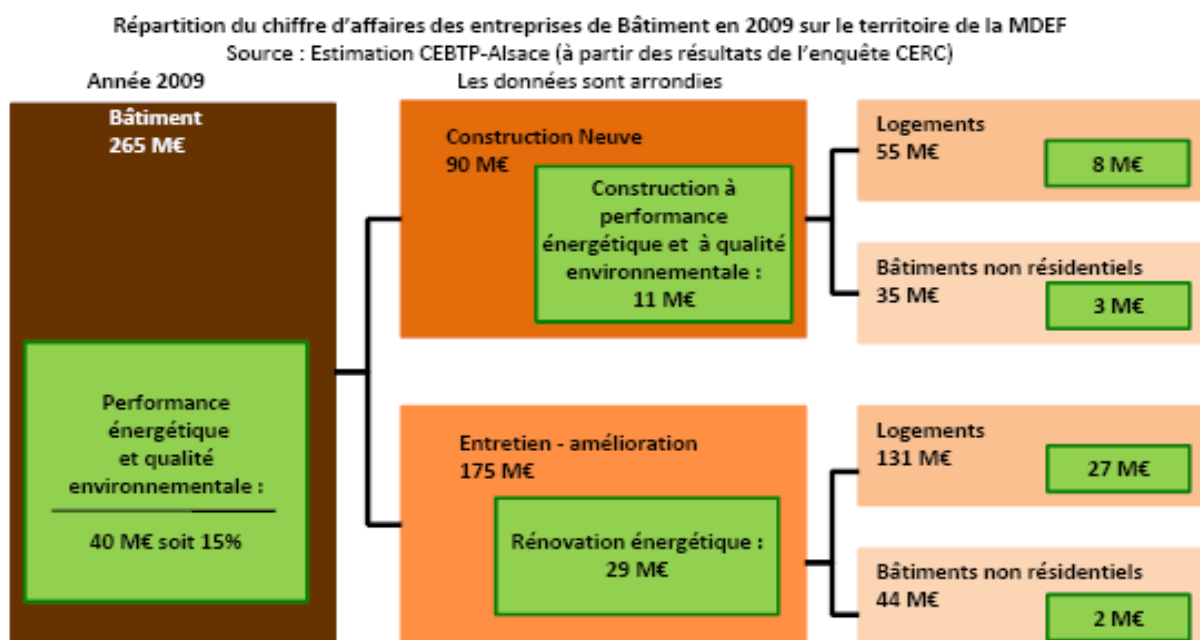
Equipement technique :

- Pose équipements énergie solaire (photovoltaïque, thermique)
- Gestion de l'eau (récupération des E.P., eaux grises...)
- Aérothermie-Géothermie
- Chauffage bois
- Confort été, rafraîchissement
- Ventilation (VMC double flux, systèmes de régulation...)
- Pose équipements énergie éolienne
- Mise en place de dispositifs d'autocontrôle

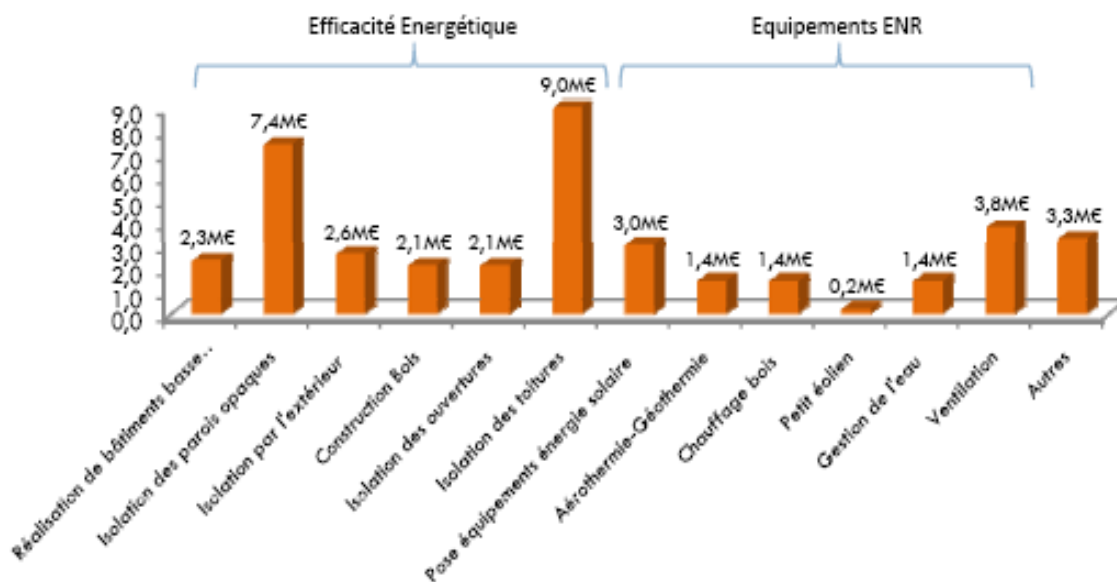
Aménagement intérieur (Second Œuvre / Finitions) :

- Peintures, colles, solvants à la chaux, caséine, huile de lin, ...
- Mise en œuvre d'isolants naturels (chanvre, laine de bois, ouate de cellulose, isolants d'origine animale...)
- Vitrages à isolation renforcée (TH>8)

La part du chiffre d'affaires lié à la performance énergétique et à la qualité environnementale est estimée en 2009 sur le territoire de Saverne à 40 Millions d'euros soit 15% du chiffre d'affaires Bâtiment. Elle concerne l'ensemble des segments de marché du secteur Bâtiment.



Répartition du chiffre d'affaires performance énergétique et qualité environnementale dans les différents marchés 2009
 Source : Estimation CEBTP-Alsace (à partir des résultats de l'enquête CERC)



Le taux de pénétration de la performance énergétique et qualité environnementale est plus important sur le marché de l'entretien-amélioration avec 17% (12% dans la construction neuve). Il reste cependant relativement bas.

L'isolation des toitures est le marché d'efficacité énergétique qui représente actuellement le chiffre d'affaires le plus important. Parmi les équipements ENR, c'est la ventilation ainsi que la pose d'équipements énergie solaire (photovoltaïque et solaire thermique) qui génèrent actuellement le plus de chiffre d'affaires.

Plus précisément, dans le domaine de l'enveloppe (Gros Œuvre/clos couvert), en phase avec la demande, les panneaux bois/bardage bois représentent actuellement le marché le plus important sur le territoire avec 3M€, soit 17% du chiffre d'affaires des travaux de l'Enveloppe à performance énergétique et qualité environnementale. Cette filière est suivie par l'isolation par l'extérieur (2,6M€), par la conception et la réalisation de bâtiment basse consommation (2,3M€), l'étanchéité à l'air (2,3M€) et la mise en œuvre de matériaux à isolation répartie (2,3M€).

Ce domaine représente 45% du chiffre d'affaires total performance énergétique et qualité environnementale.

Dans le domaine des équipements techniques, la ventilation constitue le principal marché avec 3,8M€, soit 29% du chiffre d'affaires consacré à des travaux d'équipement technique à performance énergétique et qualité environnementale. Elle est suivie par la pose d'équipement énergie solaire (3,0M€) et par le confort été/rafraîchissement (1,9M€).

Ce domaine englobe 33% du chiffre d'affaires total performance énergétique et qualité environnementale.

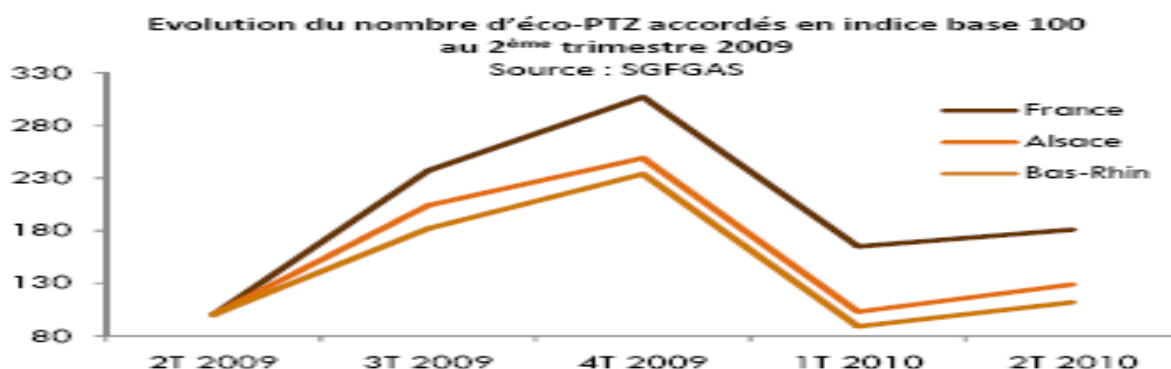
Enfin sur la partie aménagement intérieur, c'est la mise en œuvre d'isolants naturels qui représente le principal marché et également la première filière tous travaux confondus, générant 6,2M€. Elle est suivie par les vitrages à isolation renforcée (1,4M€).

Ce domaine comprend 22% du chiffre d'affaires total performance énergétique et qualité environnementale.

Les dispositifs d'aides : des leviers importants sur les marchés de la performance énergétique et qualité environnementale

La mise en place de l'éco-ptz constitue un levier important...

Montée en puissance rapide de l'éco-PTZ jusqu'au 4^{ème} trimestre 2009 puis forte chute au début de l'année 2010. Le 2^{ème} trimestre 2010 a enregistré une nouvelle hausse de l'éco-PTZ.



Qu'est-ce l'éco-prêt à taux zéro (ECO-PTZ):

Il permet de financer les travaux d'économies d'énergie et les éventuels frais induits par ces travaux afin de rendre le logement plus économe en énergie, plus confortable et moins émetteur de gaz à effet de serre. Il est entré en application le 1^{er} mars 2009 et prendra fin le 31 Décembre 2013.

Conditions d'attribution:

- être propriétaire, occupant ou bailleur
- le logement doit être une résidence principale construite avant le 1^{er} janvier 1990.
- en copropriété, chaque copropriétaire peut faire individuellement une demande d'éco-prêt à taux zéro pour les travaux réalisés par la copropriété. Mais cette démarche n'est possible qu'une fois par logement.
- les travaux doivent être menés par des professionnels pour le compte du demandeur.

Le crédit d'impôt en faveur du développement durable, une incitation fiscale

Le dispositif du crédit d'impôt en faveur du développement durable fait parti du Plan climat depuis 2005. Il remplace le crédit d'impôt sur les gros équipements dans le cadre du Plan climat. Il porte sur le prix des équipements et des matériaux, hors main-d'œuvre et les taux diffèrent selon les équipements.

Peuvent bénéficier du crédit d'impôt les propriétaires, les locataires et les occupants à titre gratuit, à condition qu'il s'agisse de la résidence principale.

La période d'application du crédit d'impôt a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2012. A compter du 1^{er} janvier 2009, les frais de main-d'œuvre pour les travaux d'isolation thermique des parois opaques sont éligibles, ainsi que la réalisation de diagnostics de performance énergétique. Ont été exclus les équipements les moins performants d'un point de vue énergétique et environnemental. Il est également étendu aux propriétaires bailleurs pour améliorer la performance énergétique des logements mis en location.

L'éco-PTZ, lancé le 1er mars 2009 constitue un levier important en matière de travaux de rénovation énergétique. Pour bénéficier de ce prêt, il faut à minima réaliser à un des ces trois types:

- « Bouquet de travaux » d'économie d'énergie (au moins deux types de travaux : toiture, murs extérieurs, fenêtres, porte, chauffage, etc.)
- Atteindre un niveau de « performance énergétique globale » minimale du logement
- Réhabilitation d'un système d'assainissement non collectif par des dispositifs ne consommant pas d'énergie.

Il représente donc un signal fort en matière de travaux d'économies d'énergie des logements.

Près de 50 Millions d'euros de travaux ont été générés dans le Bas-Rhin par les 2 160 éco-PTZ depuis le début du dispositif. Ce volume de travaux représente 62% de celui de la région.

Du 2T 2009 au 2T 2010	Bas-Rhin	Rang / Alsace	Alsace
Nombre d'éco PTZ	2 160	1	3 511
Montant total des travaux	50 237 280 €	1	80 812 687 €
Montant total prêté	41 592 960 €	1	67 060 100 €
Montant moyen des travaux	23 258 €	1	23 017 €
Montant moyen prêté	19 256€	1	19 100 €

Source: SGFGAS
(montants moyens) -
Estimation CEBTP-Alsace
à partir des données du
SGFGAS (montants
totaux)

Une progression des signes de qualité des ouvrages réalisés

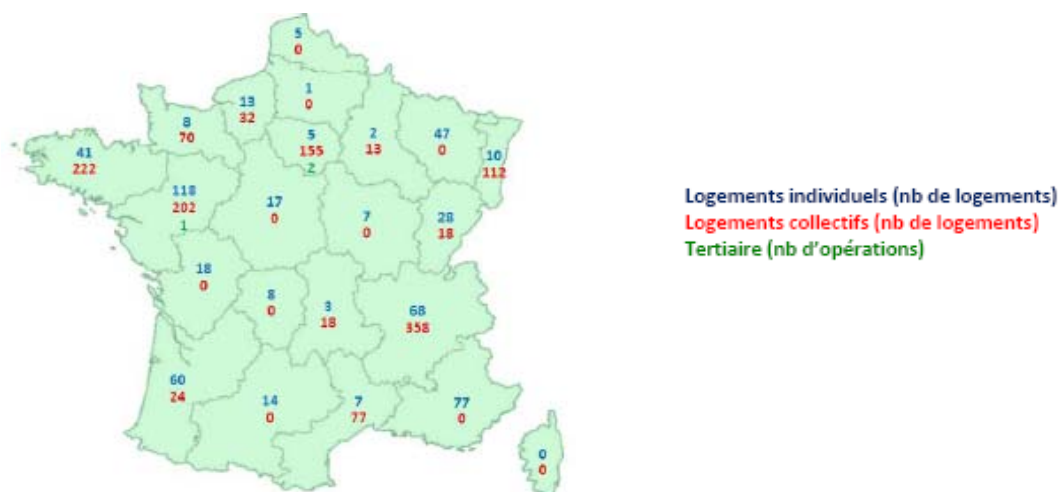
Les labellisations BBC dans le neuf

Le nombre de bâtiment labellisés BBC reste faible.

On dénombre 10 logements individuels labellisés BBC depuis 2008 en Alsace. Il y a 112 logements collectifs qui ont été labellisés dans la région, mais aucun bâtiment tertiaire n'a été labellisé.

Répartition géographique des labellisations BBC-Effinergie dans le neuf cumulées de 2008 au 20 mai 2010

Source : Effinergie



Le label BBC-Effinergie :

- La Réglementation Thermique (RT 2012) prévoit d'imposer la construction de Bâtiments Basse Consommation (BBC) à partir du 1^{er} Juillet 2011 pour les bâtiments tertiaires publics et du 1^{er} Janvier 2013 pour toutes les constructions neuves. Ce niveau de performance énergétique est déjà visé dans certaines constructions et permet l'attribution de la certification BBC-Effinergie par l'un des 4 organismes certificateurs.
- Il concerne les logements neufs consommant au maximum 50 kWhep/m²/an (ajusté d'un coefficient climatique) et les bâtiments tertiaires dont la consommation est inférieure à 50 % de la consommation de référence imposée par la réglementation thermique actuellement en vigueur (RT 2005).
- Le délai moyen entre la demande de labellisation et l'obtention du label BBC-Effinergie est de 24 mois (estimation Effinergie).

La demande augmente peu

Les demandes de labellisations restent encore très peu nombreuses au regard du niveau des mises en chantier. On note seulement 8 demandes de labellisation par mois concernant les maisons individuelles dans le Bas-Rhin.

Les demandes de labellisation en moyenne mensuelle en 2009 et 2010

(en moyenne mensuelle)	Maisons individuelles (en nb de logements)		Maisons individuelles groupées (en nb de logements)		Logements collectifs (en nb de logements)		Tertiaire (en m ²)		Nombre de logements commencés par mois en 2009	Surface de locaux commencés par mois en 2009 (m ²)
	2009	2010*	2009	2010*	2009	2010*	2009	2010*		
Bas-Rhin	4	3	4	1	56	48	0	0	445	40 503
Alsace	6	7	4	1	69	75	0	0	731	71 960
France	70	354	171	368	1 090	3 947	33 011	16 414	29 901	2 288 937

Une enquête sur les pratiques liées à la performance énergétique et à la qualité environnementale des entreprises de Bâtiment avec salarié(s) a été menée :

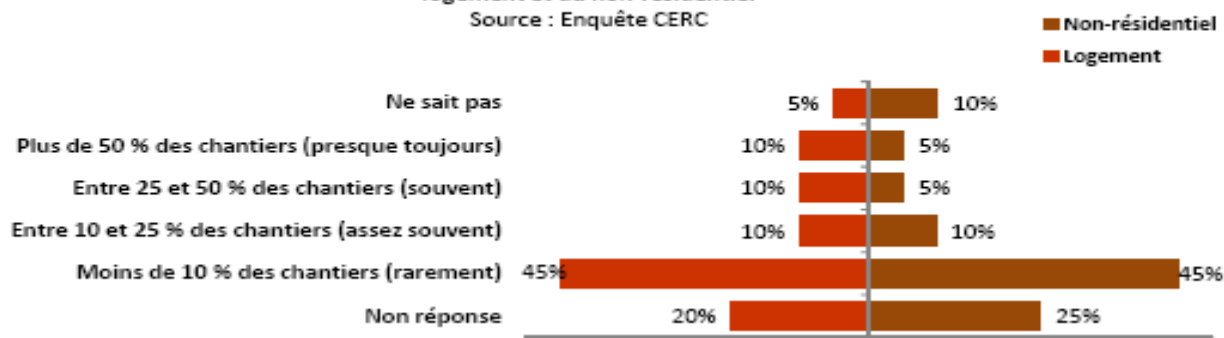
- 70 entreprises de Bâtiment avec salarié(s) enquêtées au mois d'août et de septembre 2010, soit 18% des entreprises sur le territoire.
- L'échantillon est représentatif des entreprises de Bâtiment du territoire.
- L'enquête a porté sur leur activité, leurs pratiques de formation, leurs compétences et leurs volontés de développement en lien avec

Les pratiques actuelles des entreprises avec salarié(s)

Sur le marché de la construction neuve, l'activité de construction à qualité environnementale est assez importante

Sur le marché de la construction neuve, près du 2/3 des entreprises de Bâtiment ont une activité de construction à qualité environnementale: (75% pour le logement – 65% pour le non-résidentiel). **Les entreprises qui travaillent très souvent sur cette activité de construction à qualité environnementale sont 10% dans le résidentiel et 5% dans le non-résidentiel.**

Part de la construction neuve QE ou avec label de performance énergétique sur le marché du logement et du non-résidentiel
Source : Enquête CERC



... une part qui progresse

Notamment dans le résidentiel. Environ la moitié des entreprises expliquent que ces marchés sont en progression portés par la demande croissante de leurs clients.

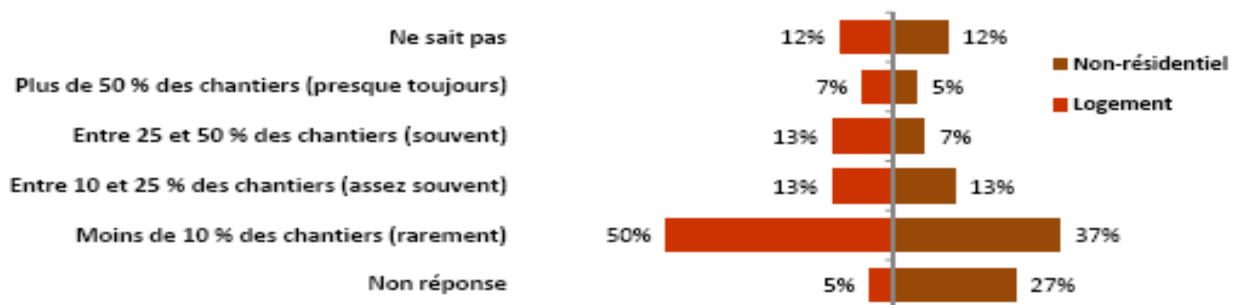
La rénovation énergétique

En matière de rénovation, un peu moins des $\frac{3}{4}$ des entreprises de Bâtiment ont une activité de rénovation énergétique : (83% pour le logement et 62% pour le non-résidentiel) la moitié des entreprises a moins de 10% de ses chantiers consacrés à cela.

Ce phénomène est en fait particulièrement marqué sur le secteur des locaux et un peu moins sur le secteur des logements. Seules 20% des entreprises dans le logement, et 12 % dans les locaux, travaillent souvent ou très souvent (plus de 25% de leurs chantiers) sur des travaux énergétiques et de qualité environnementale.

Part de la rénovation en efficacité énergétique sur le marché du logement et du non-résidentiel

Source : Enquête CERC



... une part qui progresse principalement sur les marchés du logement

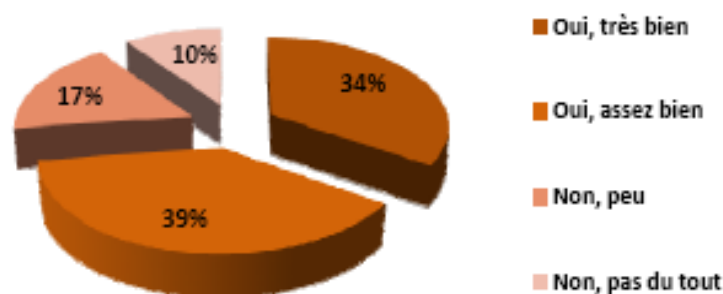
La progression des marchés liés à la rénovation énergétique est à nuancer. Le développement est également plus marqué pour les logements (63% des entreprises notent une progression) et moins pour les locaux (47% notent une progression).

Des réglementations et des normes bien connues par les entreprises de Bâtiment : 73% des entreprises déclarent être suffisamment informées

Seuls 27% estiment que l'information n'est pas satisfaisante alors que 34% connaissent très bien les normes et réglementations.

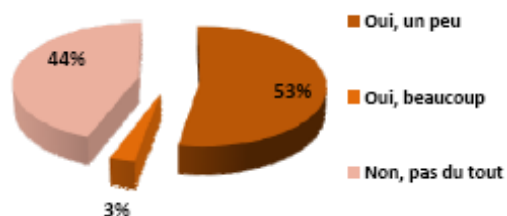
Vous estimez-vous suffisamment informés sur les réglementations thermiques et sur la norme BBC ?

Source : Enquête CERC

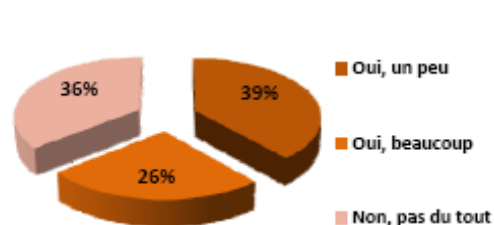


Pour les entreprises du territoire, les réglementations et la norme BBC ont un impact moins marqué sur leur activité que les dispositifs d'aide. Si seulement 3% des entreprises estiment que les réglementations et la norme BBC ont un impact très positif sur leur activité, 26% ont le même raisonnement sur les dispositifs d'aide aux travaux.

Est-ce que la réglementation thermique ou la norme BBC ont un impact positif sur votre activité ?
Source : Enquête CERC



Est-ce que les aides financières pour les travaux de performance énergétique ont un impact positif sur votre activité ?
Source : Enquête CERC

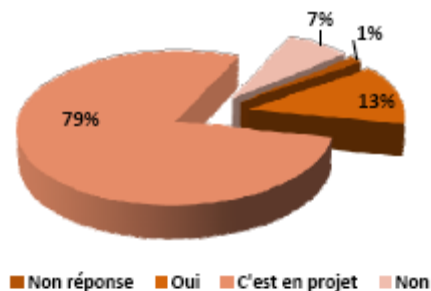


La demande d'offre globale est en nette progression et seuls 7% des chefs d'entreprises ne souhaitent pas développer leur activité dans ce sens, malgré la demande croissante des clients.

37% des entreprises du territoire ont perçu une progression de l'offre globale. Une majorité des chefs d'entreprises (79%) souhaite développer leur activité vers une offre globale.

Selon les chefs d'entreprises, une stratégie générale d'entreprise semble la plus adaptée pour pouvoir proposer à leur client une offre globale.

Avez-vous développé une offre globale ?
Source : Enquête CERC



Une enquête sur les pratiques liées à la performance énergétique et à la qualité environnementale des artisans seuls du Bâtiment a été menée :

- 21 artisans seuls de Bâtiment enquêtés au mois de septembre 2010, soit 10% des artisans du territoire.
- L'échantillon est représentatif des artisans de Bâtiment du territoire.
- L'enquête a porté sur leur activité, leurs pratiques de formation, leurs compétences et leurs volontés de développement en lien avec la performance énergétique et la qualité

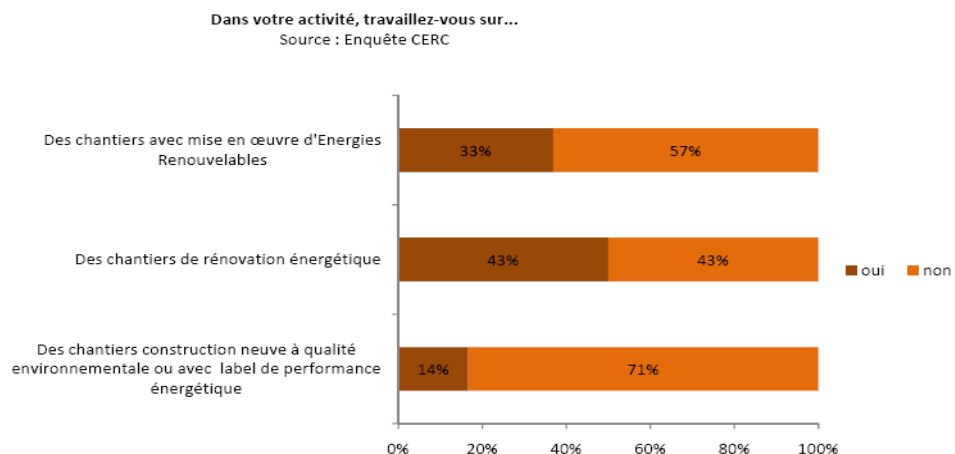
Les pratiques actuelles des artisans seuls

La pénétration des chantiers ENR, de performance énergétique et de qualité environnementale dans l'activité des artisans est sensiblement identique.

Le type de chantier qui rassemble proportionnellement le plus d'artisans est celui de la rénovation énergétique (43% des artisans).

1/3 d'entre eux travaille sur des chantiers avec mise en œuvre d'énergies renouvelables et 1/7^{ème} sur des chantiers construction neuve à qualité environnementale ou avec label de performance énergétique.

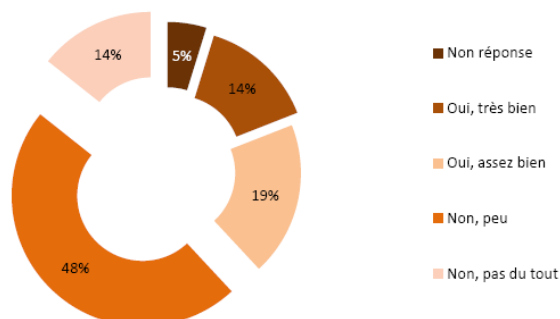
La rénovation implique donc bien plus d'artisans que la construction neuve, en ce qui concerne la performance énergétique et la qualité environnementale.



Des réglementations et des normes mal connues des artisans seuls : moins du 2/3 d'entre eux déclare ne pas être suffisamment informé ; seuls 14% estiment que l'information est très satisfaisante.

Vous estimez-vous suffisamment informés sur les réglementations thermiques et norme BBC ?

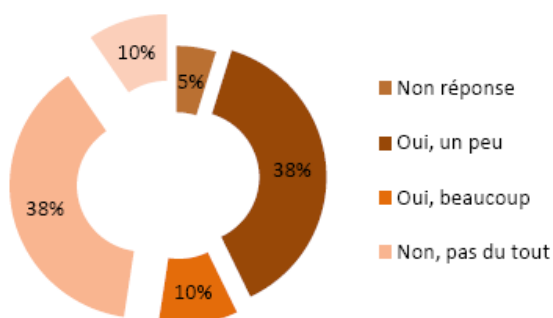
Source : Enquête CERC



Tout comme les entreprises avec salarié(s), les artisans seuls estiment que les dispositifs financiers d'aides aux travaux visant la performance énergétique ont plus d'impact sur leur activité que les réglementations.

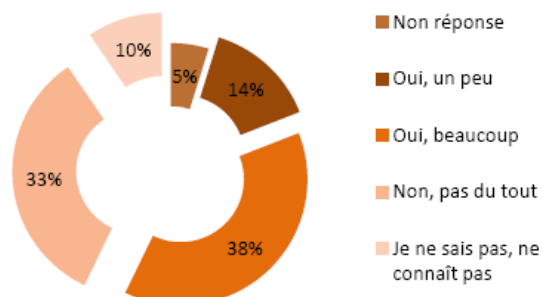
Est-ce que la réglementation thermique ou la norme BBC ont un impact positif sur votre activité ?

Source : Enquête CERC



Est-ce que les aides financières pour les travaux de performance énergétique ont un impact positif sur votre activité ?

Source : Enquête CERC



III. Performance énergétique et qualité environnementale : un impact sur l'emploi du secteur Bâtiment sur le territoire

Quelles sont les caractéristiques spécifiques de l'emploi sur le territoire défini par la MDEF?

Les salariés des entreprises de Bâtiment sur le territoire de la MDEF sont légèrement moins âgés que dans le département et la région.

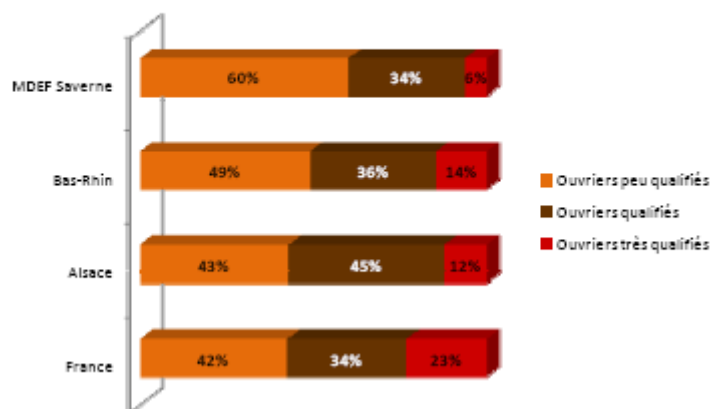
	Age moyen des salariés des entreprises du Bâtiment
MDEF Saverne	36,6
Bas-Rhin	37,2
Alsace	37,1
France	37,6

Source: UCF au 15 mars 2008 y compris apprentis

La structure de l'emploi salarié sur le territoire se démarque de la structure régionale : on dénombre proportionnellement plus d'ouvriers et par conséquent moins d'ingénieurs assimilés cadres et d'employés, techniciens et agents de maîtrise que dans la région.

Par ailleurs, la part d'ouvriers qualifiés et très qualifiés est plus faible peut-être due à des salariés plus jeunes.

Répartition des ouvriers du Bâtiment (y compris apprentis) selon leur qualification *
Source : UCF au 15 mars 2008 y compris apprentis



Avec 529 salariés entrants et 302 sortants, le taux de rotation (16%) est légèrement plus faible qu'en Alsace (17%).

	Mouvement des salariés dans les entreprises de Bâtiment (y compris apprentis)					Taux de rotation *	
	Nombre de salariés	Nombre d'entrants	Taux d'entrants	Nombre de sorties	Taux de sorties	...ensemble des salariés	...des moins de 25 ans
MDEF Saverne	2 576	529	21%	302	12%	16%	28%
Bas-Rhin	20 384	4 399	22%	2 279	11%	16%	28%
Alsace	35 446	7 660	22%	4 436	13%	17%	29%
France	1 085 522	274 987	25%	161 825	15%	20%	33%

Source : UCF au 15 mars 2008 y compris apprentis



Quels sont les gisements de métiers ouvriers de la production sur le territoire?

Ouvriers Bâtiment	Nb d'ouvriers des entreprises du Bâtiment	Part ouvriers prod./tous salariés	Age moyen des salariés des ouvriers du Bâtiment	Taux d'ouvriers d'entrants en 2008
MDEF Saverne	2204	86%	35,7	21%
Bas-Rhin	16 478	81%	36,1	23%
Alsace	25 547	75%	35,5	24%
France	821 965	76%	36,2	27%

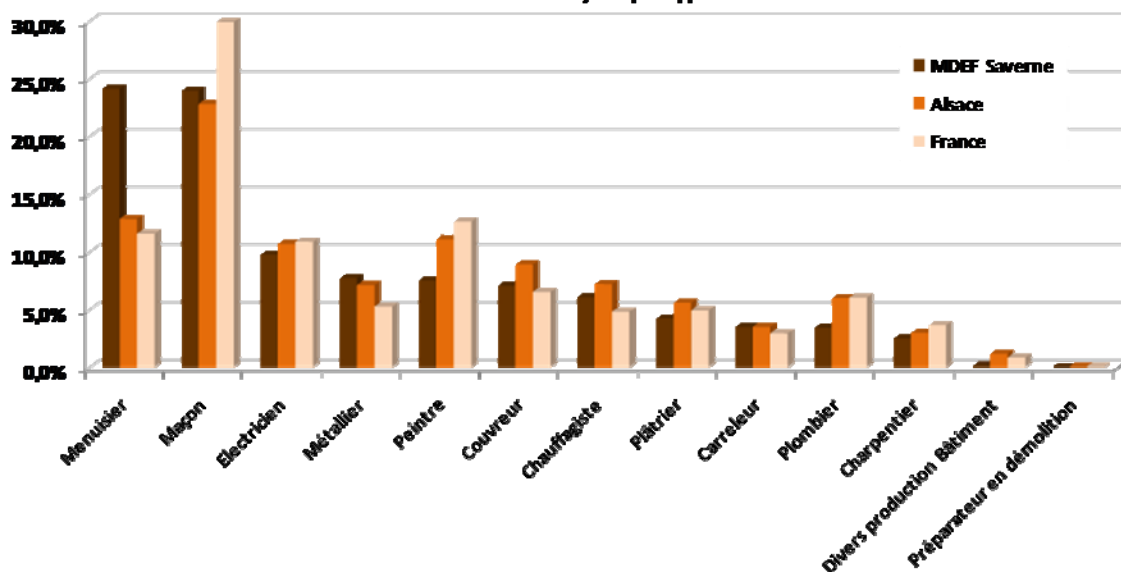
Source: UCF au 15 mars 2008 y compris apprentis

En 2008, 473 ouvriers sont entrés dans le secteur en ayant éventuellement eu un emploi préalable dans le secteur. Il s'agit des 1ers entrants et des salariés mobiles. Les mouvements à l'intérieur d'une année ne sont pas comptés. Le taux d'entrants est moins élevé que celui du département et de la région.

Taux d'ouvriers entrants dans les entreprises de Bâtiment (y compris apprentis)				
	Nombre d'ouvriers	Nombre d'ouvriers entrants	Taux d'ouvriers entrants	% de femmes
MDEF Saverne	2 204	473	21%	1,5%
Bas-Rhin	16 478	3 611	23%	1,7%
Alsace	26 547	6 428	24%	1,9%
France	821 965	224 985	27%	1,9%

Source: UCF au 15 mars 2008 y compris apprentis

Répartition des ouvriers Bâtiment (y compris apprentis) par territoire et par métier
 Source : UCF 2008 y compris apprentis



Les menuisiers représentent 1/4 des effectifs ouvriers (24%), alors qu'en Alsace ils représentent uniquement 11% des effectifs ouvriers. Ces derniers sont plus âgés que la moyenne (35,2 ans). 21% d'ouvriers entrants sont des menuisiers.

Les jeunes de moins de 25 ans sont très présents dans l'électricité, le carrelage et la charpente.

	Age moyen des ouvriers du Bâtiment	Part des moins de 25 ans	Part des plus de 55 ans
Charpentier	29,6	29%	0%
Electricien	30,4	41%	1%
Carreleur	33,5	32%	4%
Couvreur	33,7	26%	5%
Peintre	35,0	25%	4%
Menuisier	36,3	16%	5%
Plombier	36,6	27%	10%
Maçon	36,6	16%	5%
Chauffagiste	36,8	20%	8%
Plâtrier	37,4	19%	6%
Métallier	41,2	7%	10%
Préparateur en démolition	n.s.	n.s.	n.s.
Divers production Bâtiment	n.s.	n.s.	n.s.

Source: UCF au 15 mars 2008 y compris apprentis

Des signes de montée en compétence des entreprises de Bâtiment

Les signes de montée en compétence se sont, ces dernières années, renforcés montrant ainsi une volonté importante des pouvoirs publics et des branches professionnelles pour développer ces nouvelles compétences.

ECO Artisan® : marque déposée par la CAPEB et destinée aux entreprises artisanales du bâtiment qui ont fait le choix de s'impliquer dans l'amélioration de la performance énergétique des logements. Un ECO Artisan doit notamment disposer de toutes les assurances professionnelles nécessaires en cours de validité, s'engager à utiliser un logiciel professionnel pour la réalisation de l'évaluation thermique des logements, conseiller des solutions performantes qui répondent aux attentes de sa clientèle. Cette marque a été lancée en avril 2009 par une convention signée entre le MEEDDM et la CAPEB.

Pro de la Performance Energétique® : marque déposée par la FFB et destinée à accompagner les professionnels adhérents à atteindre les objectifs fixés par le Grenelle de l'Environnement. Pour bénéficier de l'usage de cette marque, l'entreprise doit avoir signé la charte « Bâtir avec l'environnement », lancée en octobre 2008 par la Fédération auprès de ses adhérents, justifier d'une qualification professionnelle assortie d'une mention « économie d'énergie » ou d'une certification « rénovation énergétique, attribuées par les organismes Qualibat ou Qualifelec. Cette marque officiellement lancée en novembre 2009 par une convention signée entre le MEEDDM, l'ADEME et la FFB.

QUALIBAT : organisme certificateur indépendant créé en 1949, spécialisé dans le bâtiment et accrédité par le COFRAC. Cet organisme a développé plusieurs nouvelles certifications métiers liées aux EnR ; elles concernent la rénovation énergétique, les installations photovoltaïques, les installations solaires thermiques, les installations géothermiques et les installations thermiques bois énergie. Sont par ailleurs, prévues des qualifications « Etanchéité à l'air » et « Murs végétalisés ». A noter qu'une mention « économie d'énergie » peut désormais être attribuée aux entreprises qualifiées ayant formé au moins 10 % de leur personnel aux modules FEE Bat. Enfin, une nouvelle certification « Rénovateur global » est annoncée pour fin 2010.

Qualit'ENR : 45 sur le territoire de la MDEF en 2009

	Entreprises titulaires d'une appellation Qualit'ENR 2009	Dt QualiBois	Dt QualiPV	Dt QualiSol	Dt QualiPAC
MDEF Saverne	45	12	11	36	5
France	12 002	1 800	6 000	7 500	1 100

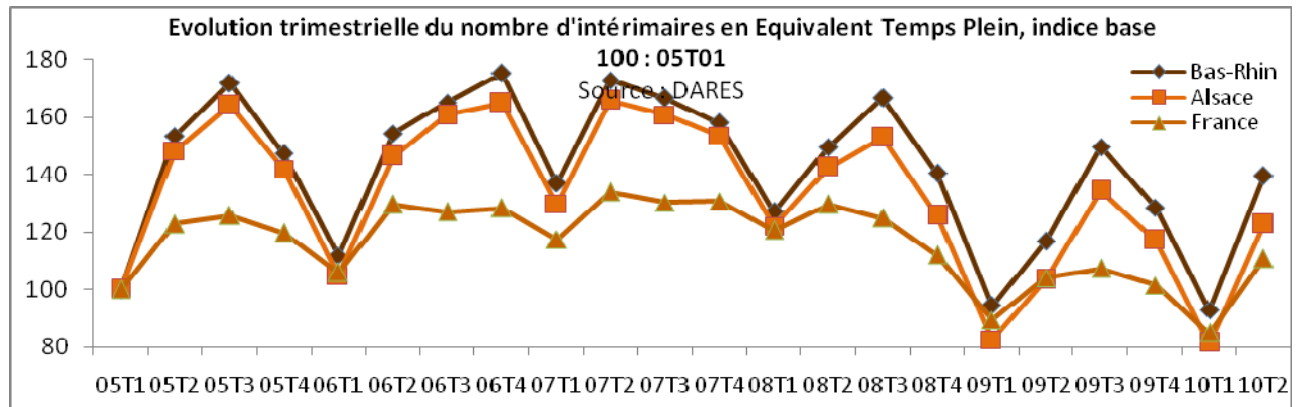
Nombre d'entreprises certifiées Qualit'ENR par spécificité

Source : Qualit'ENR

	Solaire			Bois			Aérothermie / Géothermie
	Chauffe-eau solaire	Système solaire combiné	Photovoltaïque	Chauffage	Poêle	Chaudière	Pompe à chaleur
MDEF Saverne	36	5	11	0	12	12	5

Quelle est l'évolution et la place du travail intérimaire dans ce contexte?

Dans un contexte de crise, la baisse du travail intérimaire se poursuit, avec le plus faible niveau au 1T 2010. Au 2T 2010 la reprise est meilleure qu'au 2T 2009.



Les demandes d'emploi du secteur Construction sur le territoire

Les demandeurs d'emploi issus d'une entreprise de construction

DEFM: Demandeurs d'emploi en fin de mois.

Sont considérés ici les demandeurs d'emploi en fin de mois des catégories A, B et C, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ou ayant une activité réduite

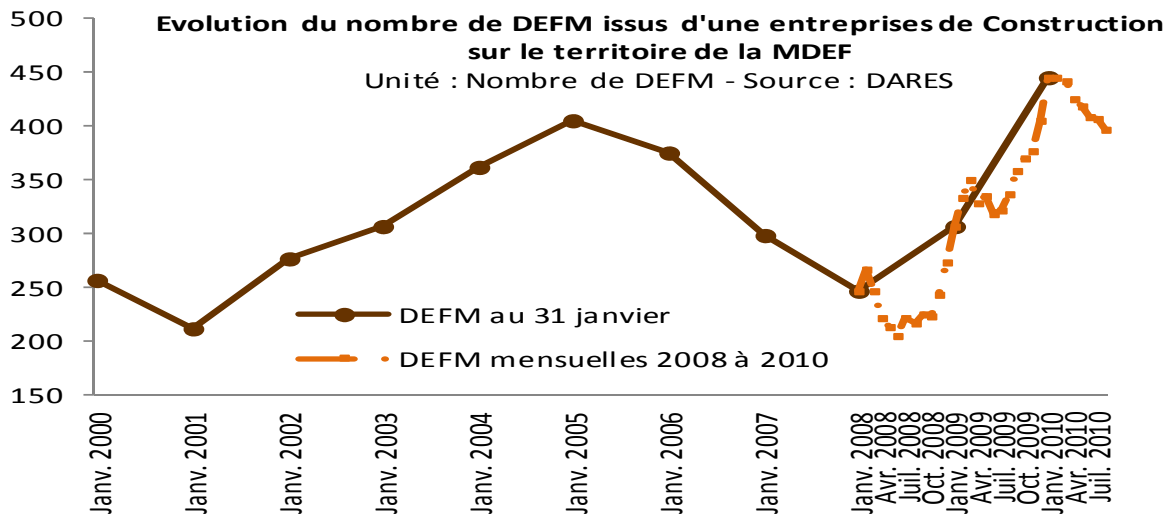
L'analyse porte dans un premier temps sur les DEFM dont le précédent employeur était une entreprise appartenant au secteur Construction. Dans un second temps, il s'agit des DEFM sur le territoire qui recherchent un métier BTP.

Fin Août 2010, le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A, B, C) issus d'entreprises de Construction sur le territoire continu sa progression entamée début 2008 pour atteindre 397 inscrits à la fin du mois.

Depuis un an, le nombre de DEFM a augmenté de +18%. Cette évolution est bien plus marquée sur le territoire que sur le département et la région (avec respectivement +10% et +9%).

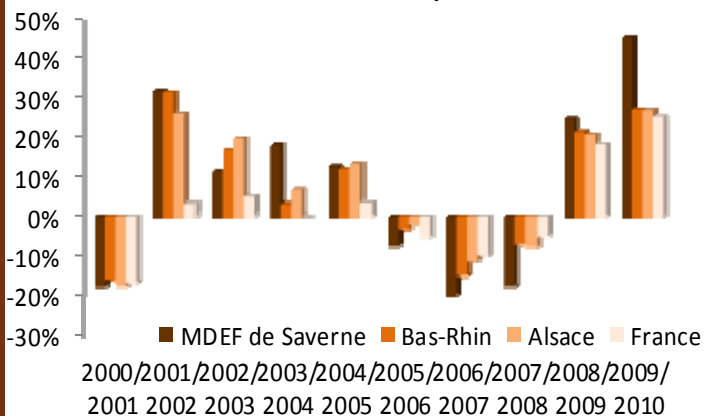
	Nb DEFM issues des entreprises de Construction	Poids / l'échelon géo supérieur	Part Construction / tous secteurs	Evolution août 2010 / août 2009
MDEF	397	8%	7%	+17,8%
Bas-Rhin	4 808	58%	8%	+10,5%
Alsace	8 312	3%	8%	+8,9%
France	297 678		8%	+10,7%

Source : DARES



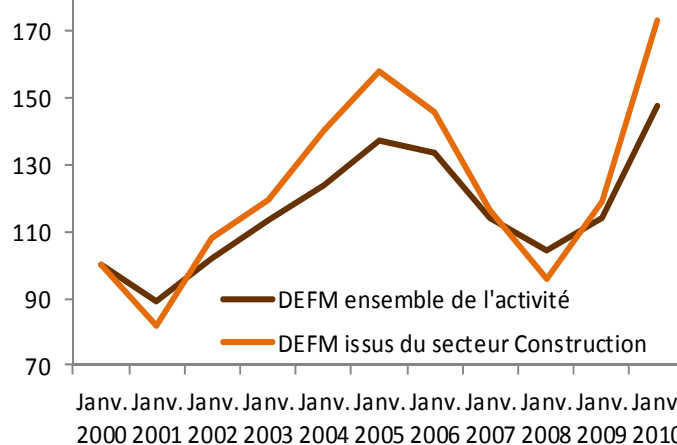
Evolution au mois de janvier du nombre de DEFM sur le territoire de la MDEF

Unité : Nombre de DEFM au 31 janvier - Source : DARES



Evolution du nombre de DEFM base 100 en janvier 2000

Unité : Nombre de DEFM - Source : DARES



Les demandeurs d'emploi recherchant un métier BTP

411 demandeurs d'emploi sur le territoire cherchent un métier BTP. Parmi eux, 25% ont moins de 25 ans (22% en moyenne régionale). Plus de 8 demandeurs d'emploi sur 10 sont qualifiés ; cette part est légèrement plus forte que dans la région.

	Nb DEFM recherchant un métier BTP	Poids / l'échelon géo supérieur	Part des DEFM de - 25 ans	Part des DEFM qualifiés	Part des DEFM inscrits depuis - d'1 an
MDEF	411	7%	25%	85%	45%
Bas-Rhin	5 542	56%	22%	84%	40%
Alsace	9 979	3%	22%	84%	41%
France	356 583		21%	82%	44%

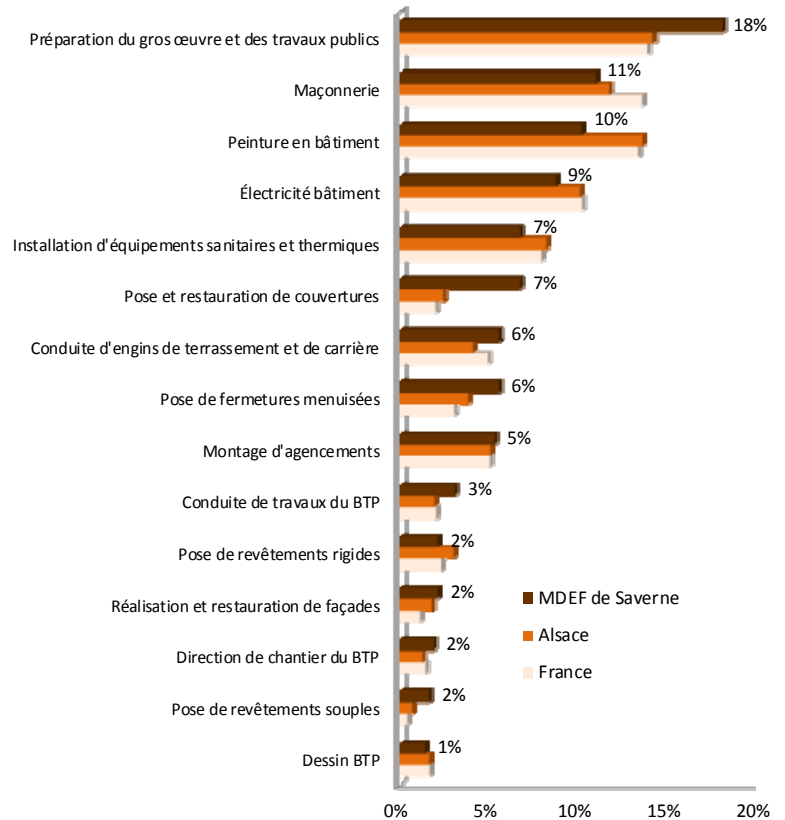
Source : DARES

Répartition des DEFM recherchant un métier BTP selon les 15 métiers les plus demandés

Unité : Nombre de DEFM - Source : DARES à fin août 2010

4 métiers concentrent plus de la moitié des demandeurs d'emploi :

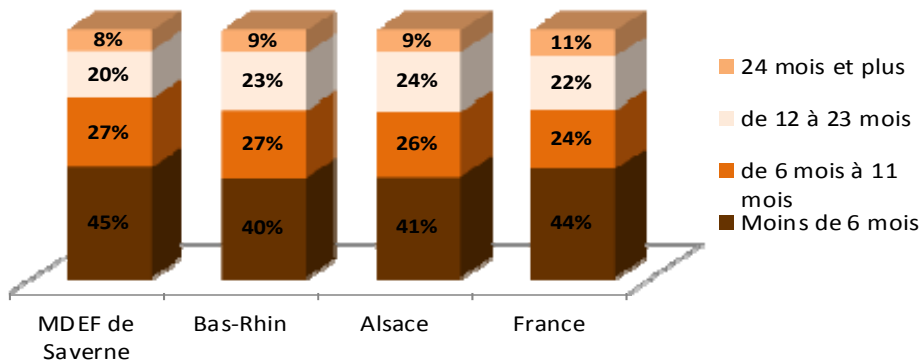
- La préparation du gros œuvre : 18%
- La maçonnerie : 11%
- La peinture en Bâtiment : 10%
- L'électricité du Bâtiment : 9%



70% des demandes d'emplois à fin août 2010 datent de moins d'un an.

Répartition des DEFM recherchant un métier BTP selon l'ancienneté de leur inscription

Unité : Nombre de DEFM - Source : DARES à fin août 2010



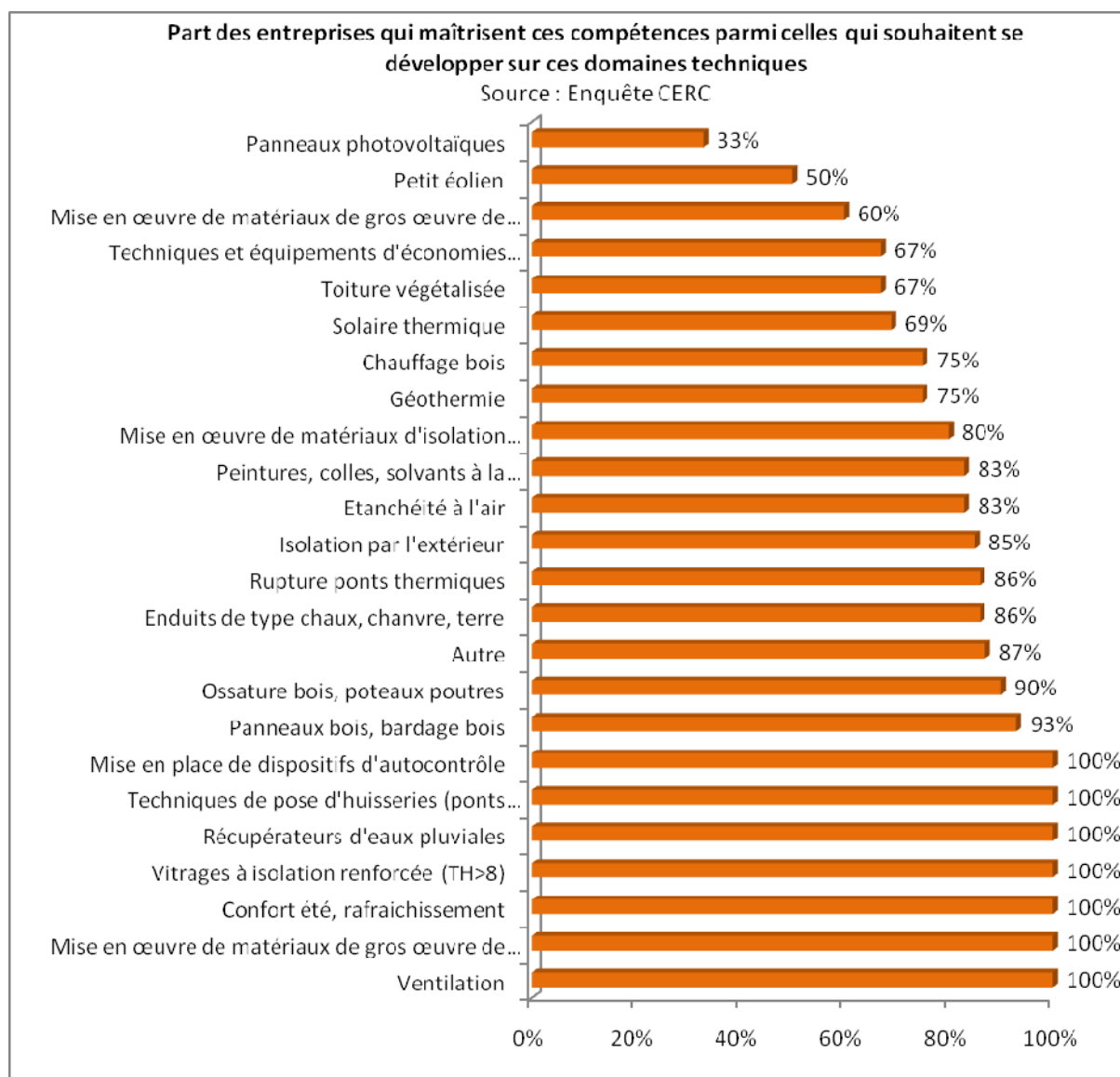
Répartition par qualification des DEFM recherchant un métier BTP

	MDEF	Bas-Rhin	Alsace	France
Manœuvres et employés non qualifiés	15%	16%	16%	18%
Ouvriers spécialisés et qualifiés	69%	66%	66%	61%
Employés qualifiés, techniciens et agents de maîtrise	15%	15%	15%	18%
Ingénieurs et cadres	1%	3%	2%	3%

Les compétences des entreprises avec salarié(s) en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale

En moyenne 84% des entreprises maîtrisent les compétences techniques des marchés de la performance énergétique et de la qualité environnementale sur lesquels elles souhaitent se développer.

Les compétences les mieux maîtrisées sont la mise en place de dispositifs d'autocontrôle, les techniques de pose d'huisseries, les récupérateurs d'eaux pluviales, les vitrages à isolation renforcée, le confort été, rafraîchissement, la ventilation ainsi que la mise en œuvre de matériaux de gros œuvre de type brique mono mur etc.

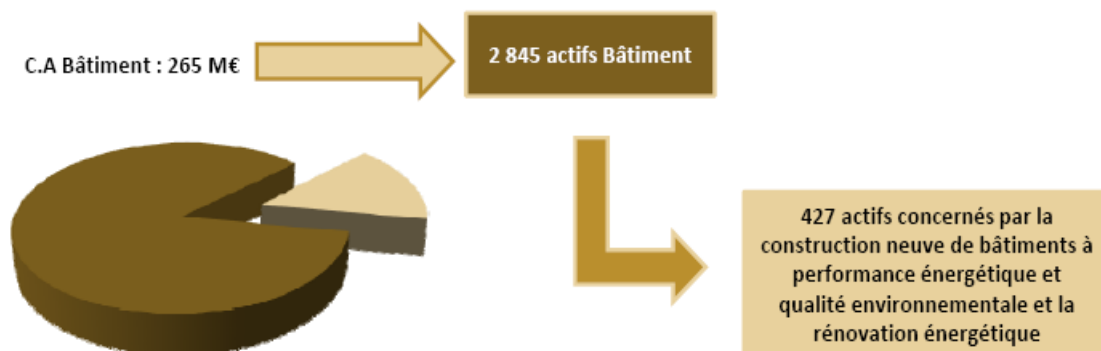


Sur les domaines transversaux, les entreprises maîtrisent bien les outils d'évaluation des travaux d'économies d'énergie, l'approche globale de l'enveloppe du bâti en construction neuve, l'approche globale des travaux de rénovation ainsi que la connaissance du bâti ancien.

Traduction de l'impact en emploi par métier des marchés actuels en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale

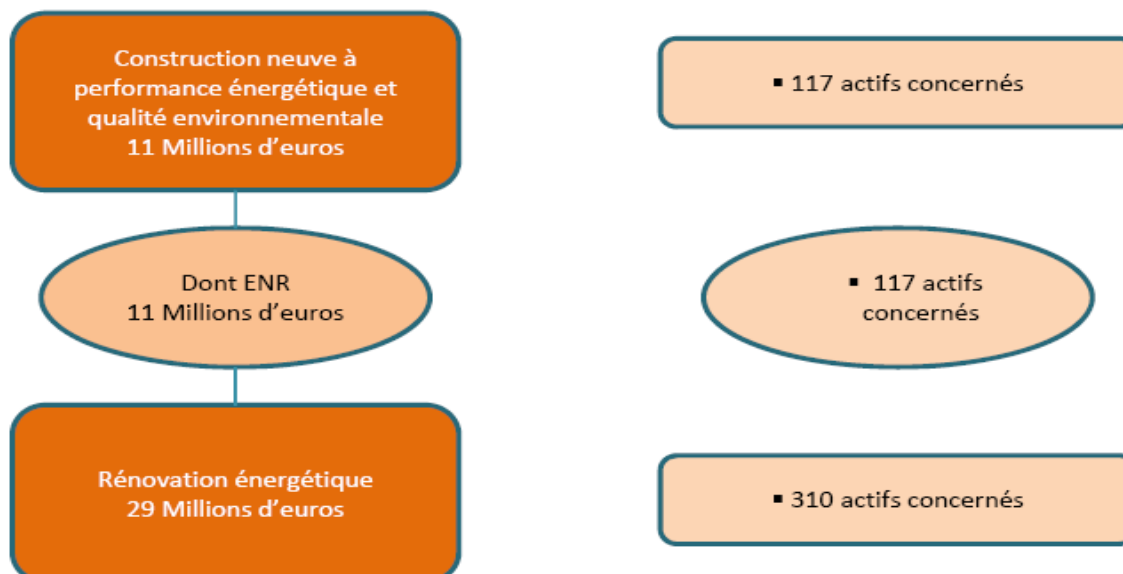
Nombre d'actifs sur le marché de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le Bâtiment en 2009 sur le territoire de la MDEF

Source : Estimation CEBTP-Alsace



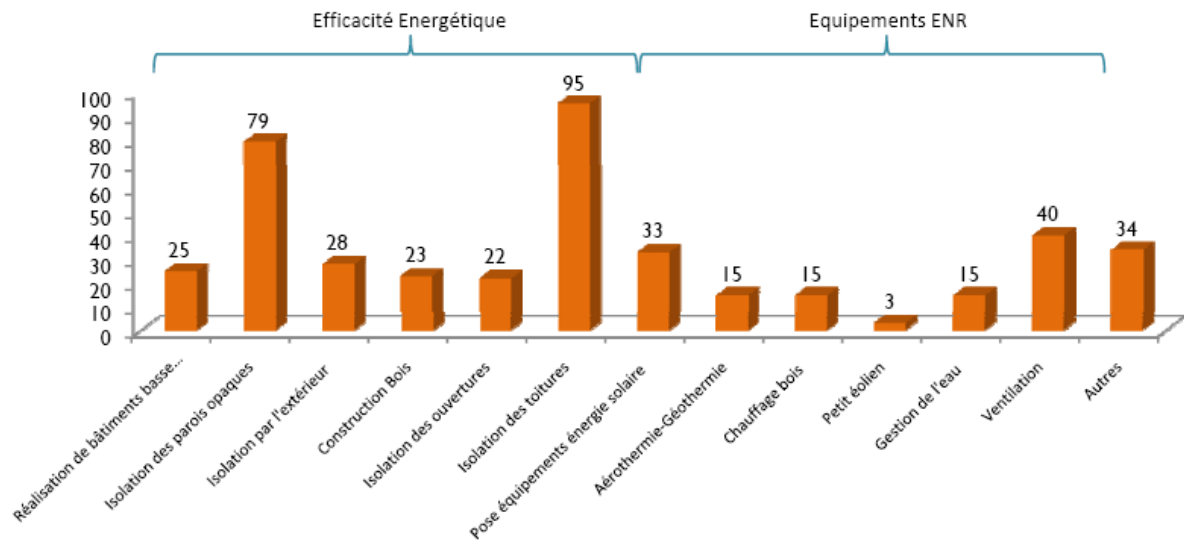
Chiffre d'affaires et nombre d'actifs sur le marché de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le Bâtiment en 2009 sur le territoire de la MDEF

Source : Estimation CEBTP-Alsace



Répartition des actifs sur le marché de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le Bâtiment en 2009 sur le territoire de la MDEF

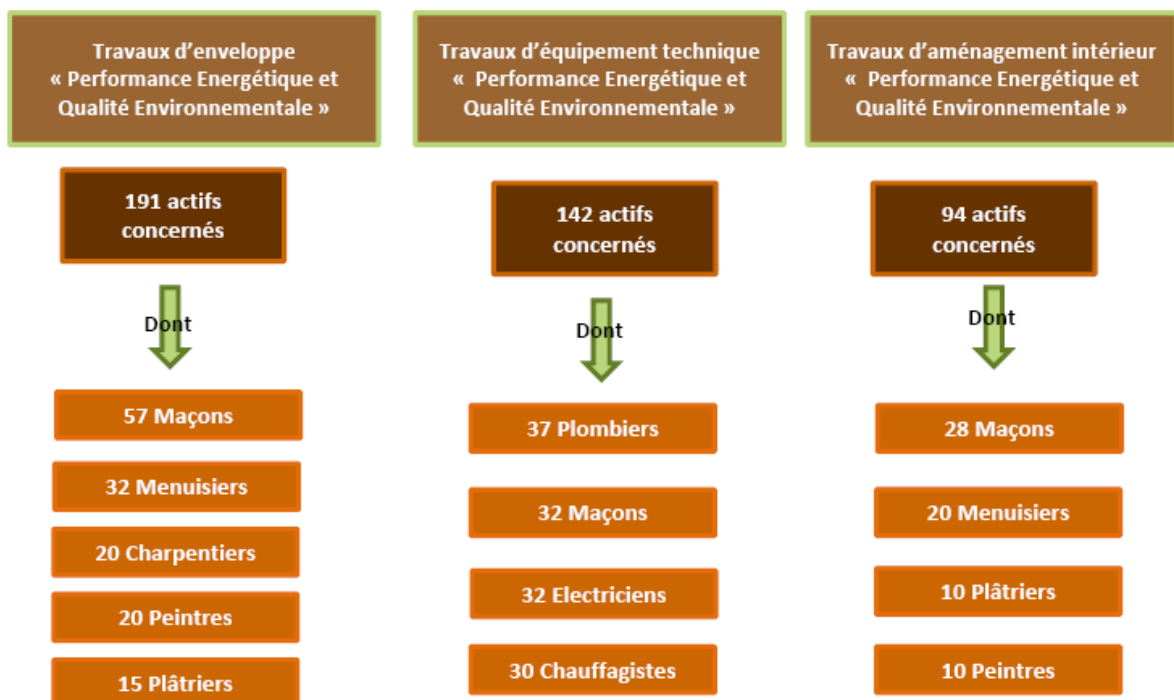
Source : Estimation CEBTP-Alsace



L'isolation des toitures est le marché qui, actuellement, concerne le plus d'actifs sur le territoire devant l'isolation des parois opaques.

Répartition des actifs par métier par nature de travaux performance énergétique et de la qualité environnementale en 2009 sur le territoire de la MDEF

Source : Estimation CEBTP-Alsace (à partir de l'enquête CERC)



Les travaux d'enveloppe à performance énergétique et qualité environnementale et notamment les panneaux bois / bardage bois regroupent actuellement le plus grand nombre d'actifs sur le territoire.

Le métier de maçon est de loin le métier le plus concerné par la réalisation des travaux de performance énergétique et de qualité environnementale sur l'enveloppe des bâtiments : les maçons représentent 30% des effectifs mobilisés pour ce type de travaux.

Pour la mise en place d'équipements techniques liés à la performance énergétique et la qualité environnementale, le métier de plombier est actuellement le plus représenté avec 26% du total des effectifs mobilisés pour cette nature de travaux. Les maçons et les électriciens suivent ensuite en terme d'effectifs.

Enfin, les métiers de maçons et de menuisiers sont les plus concernés par les travaux d'aménagement intérieur des bâtiments en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale en rapport avec l'aménagement intérieur des bâtiments avec respectivement 30% et 21% des effectifs mobilisés pour effectuer ces travaux.

IV. Diagnostic de l'offre actuelle de formation Bâtiment en lien avec le Grenelle de l'environnement sur le territoire

Les effectifs en formation initiale Bâtiment

2009/2010	Effectifs en formation initiale		
	Apprentissage	Voie scolaire	Total
MDEF	199	42	241
Bas-Rhin	1 658	1 728	3 386
Alsace	2 639	2 450	5 089
France	96 879	103 632	200 511

241 jeunes ont été formés en 2009-2010 sur le territoire de Saverne. Parmi eux, 83% ont suivi la voie de l'apprentissage, contre 52% en Alsace. 78% des jeunes ont préparé un CAP. 43% des jeunes se sont formés en menuiserie et 28% en maçonnerie. 8 lycées professionnels dispensent des formations dans le Bâtiment en Alsace, dont 1 sur le territoire de la MDEF.

Les effectifs en formation continue Bâtiment : les entreprises de moins de 10 salariés

	Stagiaires	Heures/ stagiaire	Age moyen	Formation développement durable
				Stagiaires
MDEF Saverne	172	50	35	6
Bas-Rhin	1 034	49	34	62
Alsace	1 613	51	34	98

17% des stagiaires formés dans le Bas-Rhin sont des salariés du territoire de la MDEF. En 2009, 3% des stagiaires ont participé à une formation développement durable sur le territoire de Saverne.

Les ouvriers sont les salariés formés représentant plus de la moitié des stagiaires.

Les travaux d'installation électrique comptent près de 24% des stagiaires en formation.

	Contrats – de 26 ans		Contrats + de 26 ans		Heures moyennes formation
	Effectif	Age moyen	Effectif	Age moyen	Heures/ effectif
MDEF Saverne	10	20	0	-	478
Bas-Rhin	84	20	2	27	684
Alsace	127	19	2	27	686

12% des contrats de professionnalisation de moins de 26 ans du Bas-Rhin ont été signés sur le territoire de la MDEF. L'âge moyen des stagiaires est supérieur à celui de la région : 20 ans contre 19 ans.

Aucun contrat de professionnalisation de plus de 26 ans n'a été signé sur le territoire de Saverne.

2009	Nombre de stagiaires	Nombre d'heures	Engagement en €
Alsace	8 345	182 813	7 536 113
Evolution 2009/2008	1,6%	-0,1%	3,8%
% France	3,5%	3,2%	3,4%

8 345 salariés ont suivi une formation en 2009 en Alsace, avec une moyenne d'environ 22h de formation par stagiaire. Plus de la moitié des formés sont des ouvriers.

37% des formés ont une activité de gros œuvre ou d'électricité du Bâtiment.
85% des formés sont des salariés du Bâtiment.

	Contrats - de 26 ans			Contrats + de 26 ans		
	Effectif	Nombre d'heures	Engagement en €	Effectif	Nombre d'heures	Engagement en €
Alsace	144	72415	853 690	19	10 536	154 399
Evolution 2009/2008	-11,7%	-4,6%	-9,4%	-26,9%	+4,9%	-0,7%
% France	1,7%		1,4%	1,3%		1,6%

Les contrats de professionnalisation ont baissé en 2009, aussi bien au niveau des moins de 26 ans que des plus de 26 ans. Ce sont les moyennes entreprises, de 10 à 49 salariés, qui utilisent principalement ce mode de formation (69%).

La maçonnerie-gros œuvre représente plus de 22% des contrats de professionnalisation des moins de 26 ans en technique du BTP.

Les contrats de professionnalisation des plus de 26 ans sont principalement signés dans des entreprises de maçonnerie et plomberie/chauffage.

Les pratiques actuelles et les besoins de formation continue des entreprises avec salarié(s) de Bâtiment du territoire

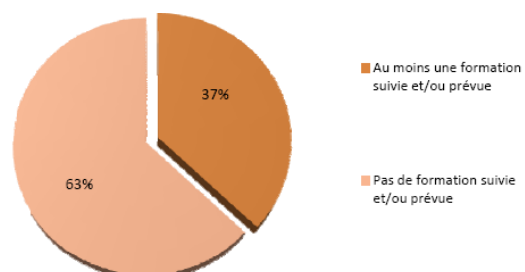
Plus d'1/3 des entreprises sont formées aux compétences liées à la performance énergétique et à la qualité environnementale et/ou le seront prochainement

Sur le territoire, 37% des entreprises avec salarié(s) sur le territoire ont formé ou vont former ses salariés sur la performance énergétique et la qualité environnementale.

Les autres entreprises n'ont pas formé leurs salariés sur ces compétences et ne prévoient pas de le faire.

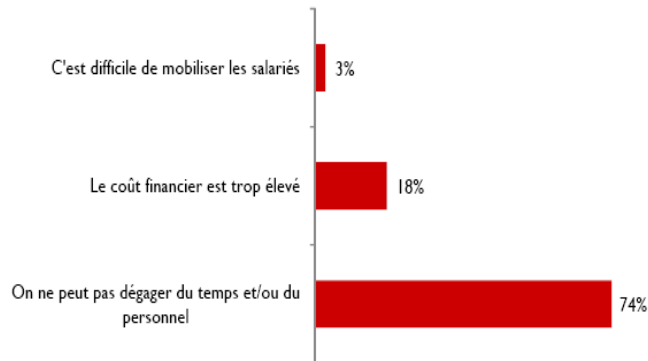
- 44% des entreprises de Bâtiment se sont déjà formées aux technologies, techniques, réglementations ou aux énergies renouvelables
- 30% le prévoient

Formations suivies et/ou prévues par les entreprises de Bâtiment du territoire
Source : Enquête CERC



Les formations sur chantier, une opportunité pour le développement de la formation continue

Les difficultés des entreprises à suivre des formations
Source : Enquête CERC

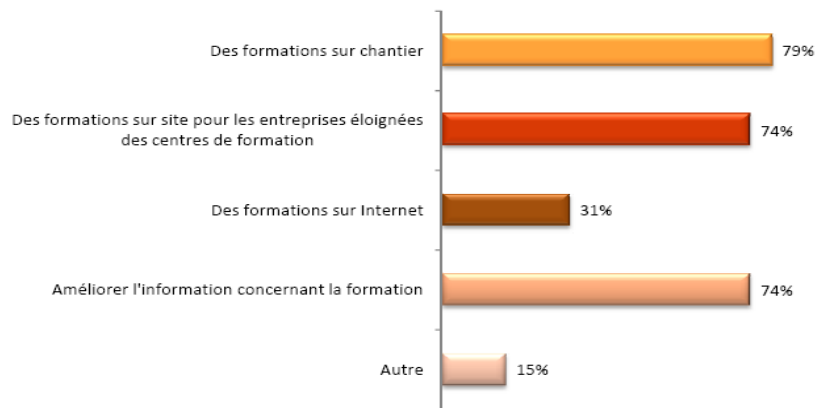


Le frein majeur à la formation continue est le manque de temps : 74% des entreprises estiment que c'est un problème. 1 entreprise sur 6 estime par ailleurs que le coût financier est trop élevé.

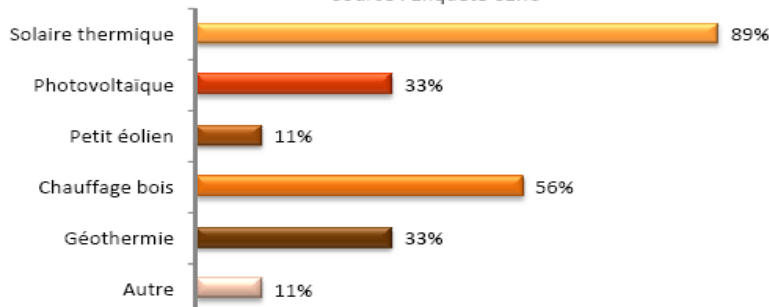
Les formations sur chantier semblent être une opportunité de développement de la formation continue : **79% déclarent que ce type de formation leur permettrait plus facilement de se former.**

Les formations sur site sont également bien perçues par les entreprises : **74% estiment qu'elles leur faciliteraient l'accès à la formation.**

Les actions à développer par les acteurs de l'emploi-formation
Source : Enquête CERC



Part des entreprises ayant suivies/prévues des formations « Energies renouvelables »
Source : Enquête CERC



Parmi les 37% d'entreprises ayant formé ou allant formé ses salariés, 23% se tournent vers des formations en énergies renouvelables.

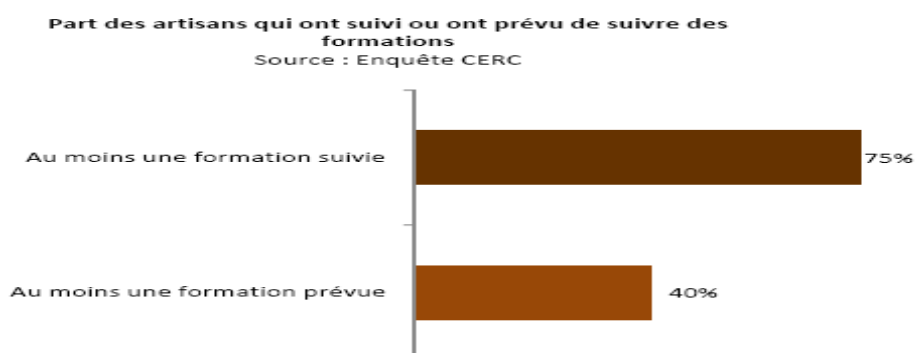
Parmi ces 23%, 89% comptent se former ou se sont formées sur le solaire thermique et 56% sur le chauffage bois.

Les pratiques actuelles et les besoins de formation continue des artisans seuls

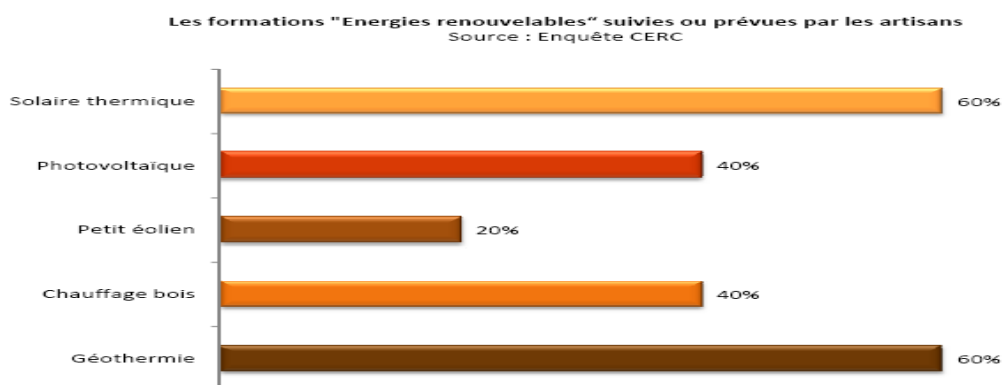
Le ¾ des artisans seuls a déjà suivi une formation liée à la performance énergétique et à la qualité environnementale et 40% le prévoit.

Le mode de formation choisi par la majorité des artisans est la formation sur chantier réalisée par le fabricant.

31% des artisans se sont formés ou vont se former sur les ENR.



Sur les 31% des artisans sensibilisés aux ENR, une grande partie se tourne vers le solaire thermique et vers la géothermie.



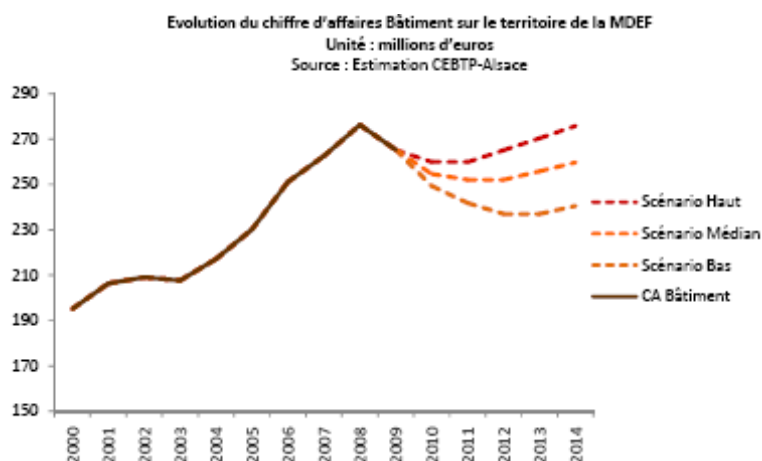
V- Conclusion: La relation Marché / Emploi / Formation : Prévion à l'horizon 2014 sur le territoire

La prospective est analysée sous trois angles successifs et complémentaires : perspectives à horizon 2014 en matière de marché, d'emploi et de formation.

Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2014

Les prévisions à horizon 2014 reposent sur plusieurs hypothèses :

- *L'évolution globale de l'activité du secteur Bâtiment sur le territoire de Saverne intégrant notamment plusieurs hypothèses sur la sortie de crise : le scénario médian prévoit une reprise de l'activité en 2012-2013.*



- *L'estimation du potentiel de travaux de rénovation énergétique demande un temps de retour sur investissement brut de plus de 10 ans. Ce temps long est contrebalancé par le parc de logements du territoire de la MDEF plus ancien et individuel que celui du département et de la région, favorisant ainsi la mise en place du chantier de rénovation et appuyé par l'enjeu de rénovation qui est soutenu et encadré par la nouvelle réglementation du Grenelle de l'environnement.*
- *Et enfin des hypothèses sur la part de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le chiffre d'affaires Bâtiment sur le territoire :*

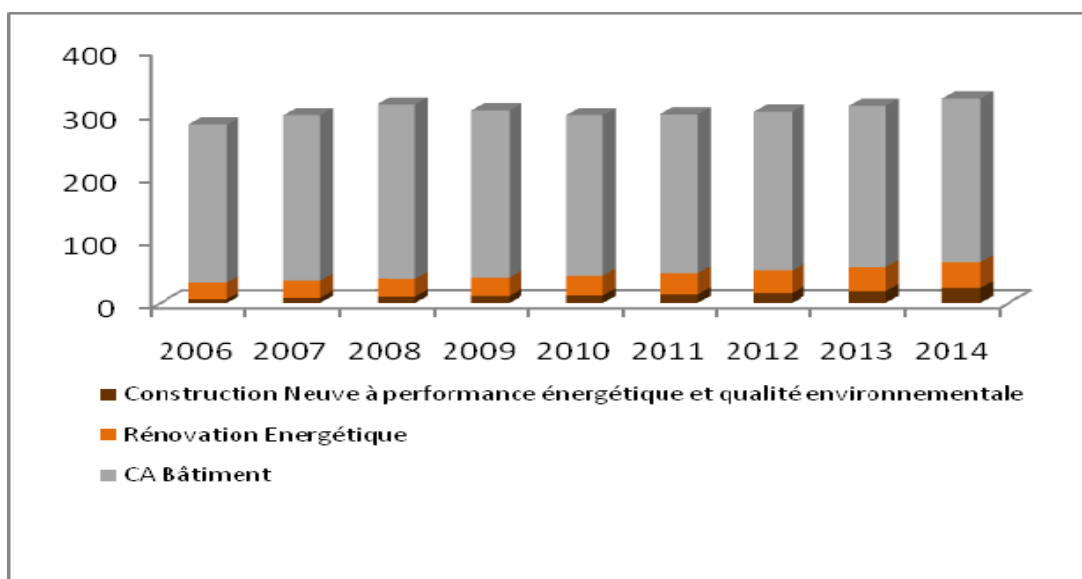
Hausse constante de l'activité performance énergétique et qualité environnementale sur la période 2010-2014

- *Dans la construction neuve, les objectifs Bâtiment Grenelle prévoient que tous les nouveaux bâtiments seront « basse consommation » en 2012. Poussé par ces objectifs, le chiffre d'affaires construction neuve à performance énergétique et qualité environnementale devrait augmenter de plus d'un tiers entre 2010 et 2014.*
- *Au niveau du territoire de la MDEF, l'augmentation prévue du chiffre d'affaires rénovation énergétique est de 32% entre 2010 et 2014.*

- En 2014, le chiffre d'affaires consacré à ces activités représentera 25% du chiffre d'affaires Bâtiment.

Evolution récente et prévisions à court terme de la part de la performance énergétique et qualité environnementale au sein du secteur Bâtiment sur le territoire de la MDEF

Source : Estimation CEBTP-Alsace



Projets qui vont marquer le territoire dans les 4 ans à venir :

- **Parc éolien de Dehlingen :**

Le parc éolien de Dehlingen propose un parc de 5 éoliennes d'une puissance totale de 11,5 MW.

La demande énergétique de 6 000 habitants est satisfaite par ces installations.

- **La ZAC Fontaine Saubach, un modèle de développement durable pour la Ville de Saverne :**

Dans son plan d'urbanisme local, la ville de Saverne prévoit de faire de la ZAC Fontaine Saubach, un modèle de quartier de qualité d'un point de vue environnemental, tant sur le plan de l'aménagement d'ensemble (constitution d'une coulée verte centrale) que sur le plan de la maîtrise de l'énergie.

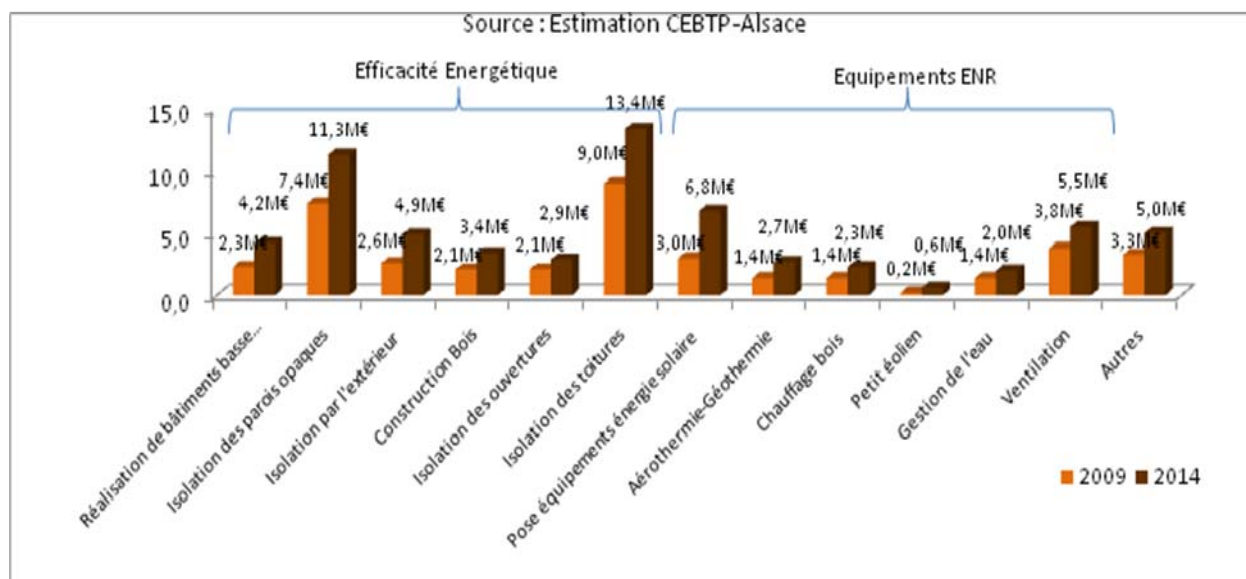
- **La commune de Erolsheim-lès-Saverne et ES ont signé une convention de coopération pour le développement durable :**

Depuis plusieurs années, la commune de Erolsheim-lès-Saverne agit en matière de développement durable tant au niveau de son patrimoine par la recherche de solutions énergétiques performantes, la mise en œuvre d'énergies renouvelables et par le développement de bâtiments à basse consommation, qu'au niveau de ses administrés par la sensibilisation à la maîtrise de l'énergie.

Dans ce cadre, ES accompagne également la commune de Erolsheim-lès-Saverne par une contribution financière s'élevant à 10 000 € TTC pour soutenir les frais d'étude et les travaux de mise en œuvre de la rénovation et transformation d'un bâtiment communal en logements conformément à la réglementation BBC.

Ceci se traduit par une croissance importante de certains types de travaux comme l'illustre le graphique suivant :

Evolution des chiffres d'affaires des différents marchés de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le Bâtiment en 2009 et 2014 sur le territoire de la MDEF



L'isolation des toitures connaît, par exemple, une très forte croissance qui place ce marché en première place des marchés à performance énergétique et qualité environnementale en 2014 suivi de près par le marché de l'isolation des parois opaques.

De façon plus détaillée, en performance énergétique et qualité environnementale, les marchés générant le plus d'activité en 2014 seront l'isolation des toitures qui connaît une des plus importantes évolutions avec 13,4M€, devant l'isolation des parois opaques avec 11,3M€ : ces deux marchés représenteront à eux deux 38% du chiffre d'affaires performance énergétique et qualité environnementale total.

On note en 2014 une hausse importante du chiffre d'affaires des marchés de la pose des équipements énergie solaire et la ventilation.

En moyenne, ce sont les travaux d'équipement technique qui connaissent la plus forte augmentation sur la période 2009-2014 sur le territoire.

Les volontés de développement des marchés : vue d'ensemble

La quasi-totalité des entreprises de Bâtiment du territoire souhaitent développer leur activité sur au moins une filière liée à la performance énergétique et qualité environnementale.

Les plus fortes volontés de développement technique des entreprises se portent sur la mise en œuvre de matériaux d'isolation intérieure de type chanvre, laine de bois, ouate de cellulose, etc., la ventilation et le solaire thermique.

La réglementation thermique est celle sur laquelle les volontés de développement sont les plus fortes.

Sur des domaines plus transversaux, ce sont les filières de l'informatique lié à la performance énergétique, la gestion - tri - recyclage des déchets de chantier et la connaissance du bâti ancien qui devraient se développer à horizon 2014, à condition que les entreprises continuent à se former.

Le développement des marchés est logiquement très typé selon le secteur d'activité de l'entreprise

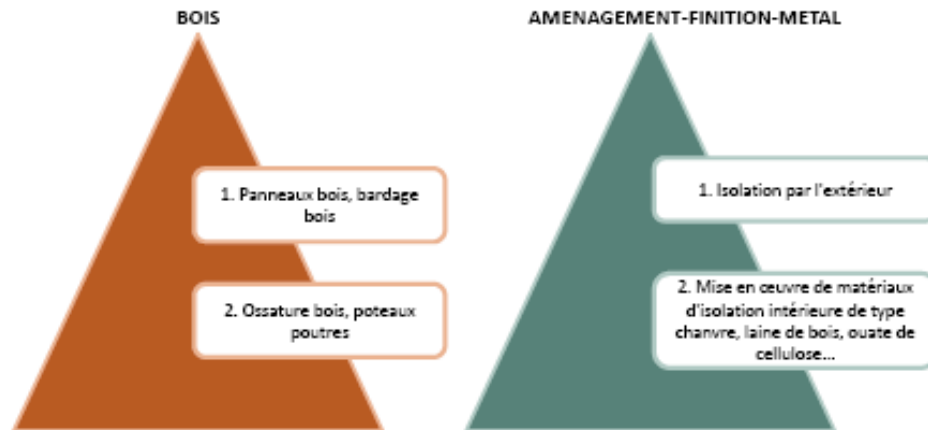
- Les entreprises de Gros œuvre ont de fortes volontés de développement sur les marchés de mise en œuvre de matériaux de gros œuvre de type brique monomur, béton cellulaire, etc, sur l'isolation par l'extérieur, la mise en œuvre de matériaux d'isolation intérieure de type chanvre, laine de bois, etc., ainsi que sur la toiture végétalisée.
- Les entreprises d'électricité, de plomberie et de chauffage s'accordent sur un développement reposant sur la ventilation et les équipements ENR tels que les panneaux photovoltaïques et le solaire thermique.



- Les entreprises de bois souhaitent s'engager sur les panneaux bois-bardage bois ainsi que sur l'ossature bois-poteaux poutres.
- En ce qui concerne les entreprises d'aménagement finition - Métal, le développement se porte essentiellement sur l'isolation par l'extérieur et la mise en œuvre de matériaux d'isolation intérieure de type chanvre, laine de bois, ouate de cellulose...

Des activités techniques à développer en priorité

Source : Enquête CERC

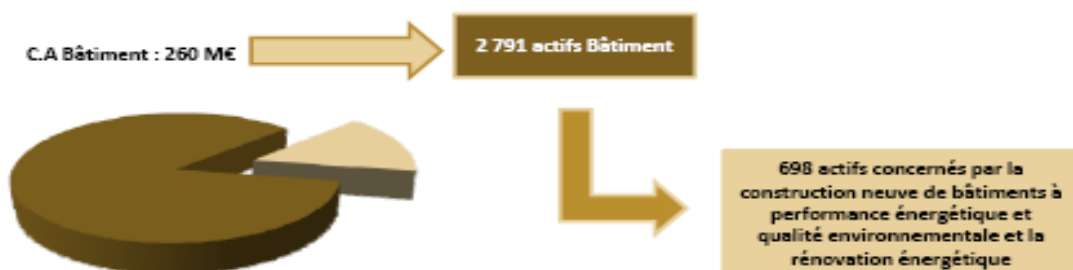


L'impact sur les besoins en emploi à l'horizon 2014

En 2014, 698 actifs Bâtiment seront concernés par l'activité de performance énergétique et de qualité environnementale, soit une part de 25%.

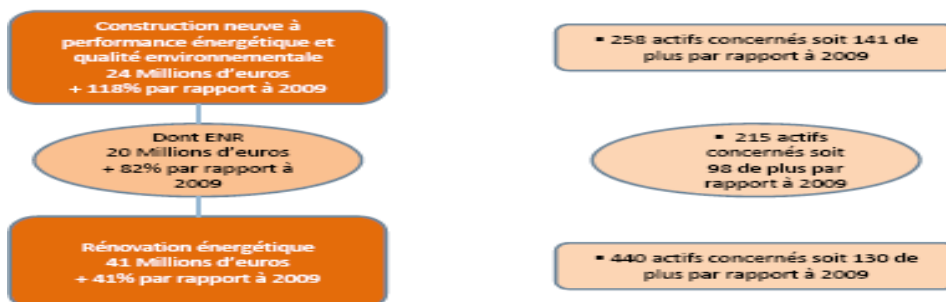
Nombre d'actifs prévisionnels sur le marché de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le Bâtiment en 2014 sur le territoire de la MDEF

Source : Estimation CEBTP-Alsace



Chiffre d'affaires et nombre d'actifs sur le marché de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le Bâtiment en 2014 sur le territoire de la MDEF

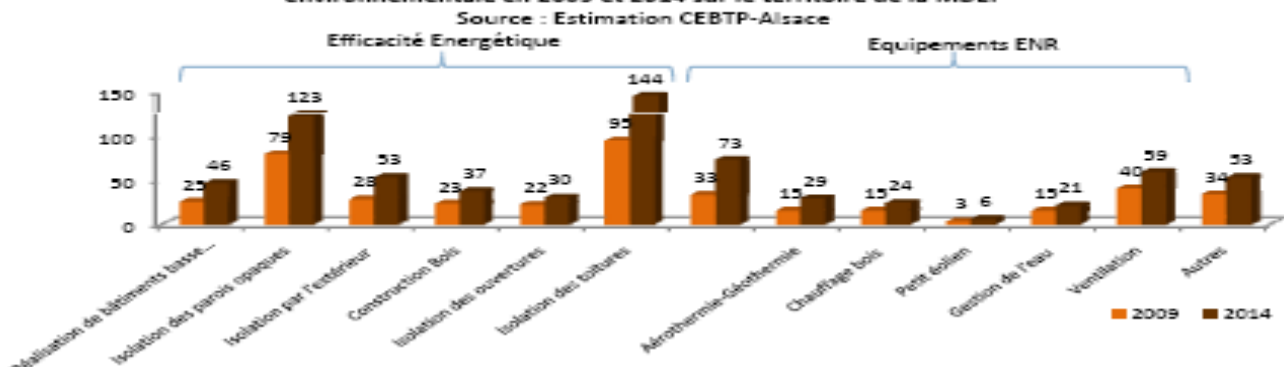
Source : Estimation CEBTP-Alsace



L'isolation des toitures est le marché qui mobilisera le plus d'actifs en 2014.

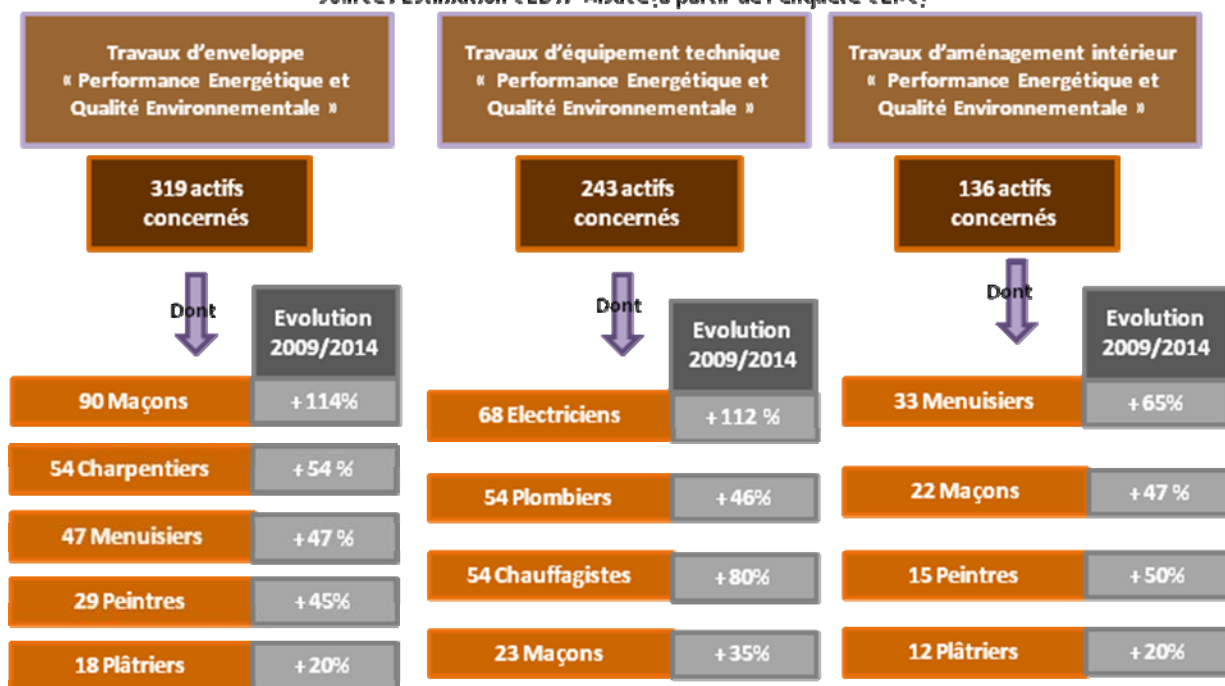
De façon concomitante, les travaux d'enveloppe à performance énergétique et qualité environnementale deviendront en 2014 la nature de travaux nécessitant la mobilisation du plus grand nombre d'actifs.

Evolution du nombre d'actifs concernés par les différents marchés de la performance énergétique et de la qualité environnementale en 2009 et 2014 sur le territoire de la MDEF



Répartition prévisionnelle des actifs par métier par nature de travaux performance énergétique et de la qualité environnementale en 2014 sur le territoire de la MDEF et leur évolution

Source : Estimation CEBTP-Alsace à partir de l'enquête CERC



De façon plus détaillée, le nombre d'actifs concernés augmente en plus grande proportion dans les marchés qui se développent d'ici 2014, comme dans la pose d'équipements énergie solaire, la mise en œuvre d'isolants naturels ou l'isolation par l'extérieur.

Répartition des actifs dans les différentes filières de la performance énergétique et qualité environnementale Bâtiment en 2009 et 2014 sur le territoire de la MDEF par ordre décroissant 2014 pour chaque nature de travaux
 Source : Estimation CEBTP-Alsace (à partir des résultats de l'enquête CERC)

	Actifs 2009	Actifs 2014	Evolution 09-14
Enveloppe (Gros Œuvre / Clos couvert)			
1 Isolation par l'extérieur : enduits d'étanchéité, bardage bois ou métal, peinture étanche... + isolant	28	53	+++
2 Panneaux bois, bardage bois	33	52	++
3 Conception et réalisation de bâtiments basse consommation	25	46	+++
4 Etanchéité à l'air	25	39	++
5 Mise en œuvre de matériaux à isolation répartie (béton cellulaire, de chanvre, brique de type monomur)	25	37	++
6 Construction bois (ossature bois, poteaux poutres)	22	37	++
7 Rupture ponts thermiques	15	20	+
8 Mise en œuvre de matériaux naturels (terre, plâtre, paille, ...)	7	14	+++
9 Toiture végétalisée	5	13	+++
10 Pose d'hubseries performantes (performance thermique, acoustique, vitrage haute performance)	7	8	+
TOTAL Enveloppe	192	319	++
Equipement technique			
1 Pose équipements énergie solaire (photovoltaïque, thermique)	33	73	+++
2 Ventilation	40	59	++
3 Confort été, rafraîchissement	20	29	++
4 Géothermie	15	29	+++
5 Chauffage bois	15	24	++
6 Gestion de l'eau (récupération des E.P., eaux grises...)	15	21	++
7 Pose équipements énergie éolienne	2	6	+++
8 Mise en place de dispositifs d'autocontrôle	2	2	+
TOTAL Equipement technique	142	243	++
Aménagement intérieur (Second Œuvre / Finitions)			
1 Mise en œuvre d'isolants naturels (chanvre, laine de bois, ouate de cellulose, isolants origine animale...)	66	92	+
2 Vitrages à isolation renforcée (TH+5)	15	22	++
3 Peinture, colles, solvants à la chaux, caséine, huile de lin...	13	22	++
TOTAL Aménagement intérieur	94	136	++
Chiffre d'affaires total performance énergétique et qualité environnementale	427	698	++

Avertissement :

Ces chiffres ne représentent pas des créations d'emploi mais le nombre d'actifs concernés pour les travaux à performance énergétique et qualité environnementale dans le Bâtiment en 2014. L'évolution 2009 - 2014 correspond à la hausse des actifs qui seront concernés pour répondre au développement des filières performance énergétique et qualité environnementale.

Le développement des filières performance énergétique et qualité environnementale impactent fortement l'ensemble des métiers étudiés en termes d'effectifs mobilisés. De façon concomitante, **le nombre de maçons concernés par ce type de travaux augmente sensiblement entre 2009 et 2014 : on les retrouve donc en première place** des métiers mobilisés dans ce domaine en 2014, suivis par les menuisiers et les électriciens. **Les charpentiers, les plombiers et les chauffagistes connaissent également une hausse significative de leurs effectifs mobilisés** pour réaliser des travaux de performance énergétique et de qualité environnementale de plusieurs natures.

Les besoins en formation liées à la performance énergétique et à la qualité environnementale à horizon 2014

Les besoins en formation liée à la performance énergétique et à la qualité environnementale ne peuvent pas être identifiés indépendamment de l'évolution probable des marchés et des compétences d'ores et déjà maîtrisées. Les enjeux de formation se trouvent donc au croisement des volontés de développement des entreprises et de leur besoin de formation sur ces filières.

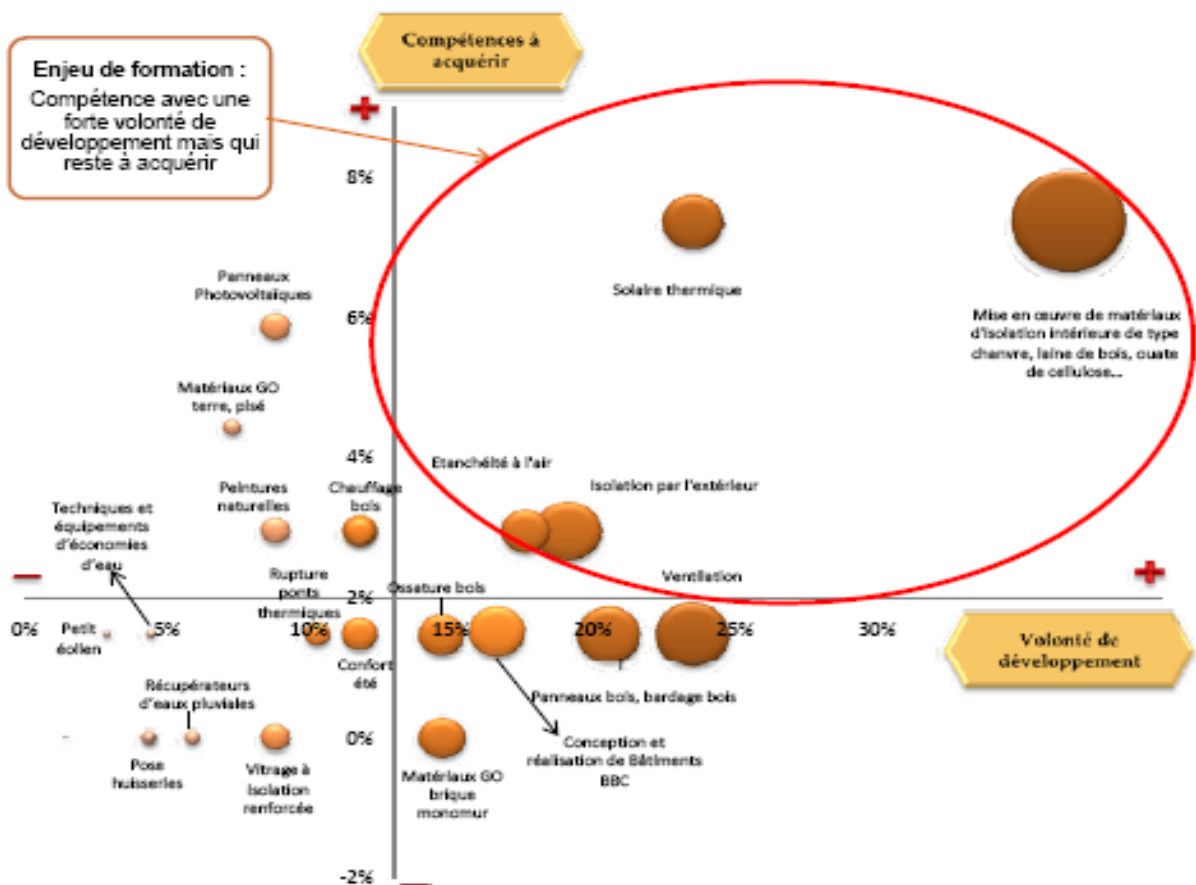
Une volonté forte de développement des compétences sur 4 filières techniques.

Les filières qui présentent le plus fort enjeu de développement et qui va concerner le plus d'actifs est la mise en œuvre de matériaux d'isolation intérieure de type chanvre, laine de bois, ouate de cellulose ainsi que le solaire thermique. Pour atteindre leur objectif de développement les entreprises doivent continuer leur montée en compétences.

Les 2 autres filières sont l'isolation par l'extérieur et l'étanchéité à l'air. La volonté des entreprises de développer leur activité sur ces compétences et l'acquisition des compétences est moins forte que pour le solaire thermique et la mise en œuvre de matériaux d'isolation intérieure.

Les entreprises de Bâtiment du territoire souhaitent également se développer sur la ventilation, les panneaux bois-bardage bois, la conception et réalisation de bâtiments BBC ainsi que sur les matériaux de Gros œuvre (brique monomur). Cependant, elles sont déjà formées et sont plus nombreuses à maîtriser ces compétences.

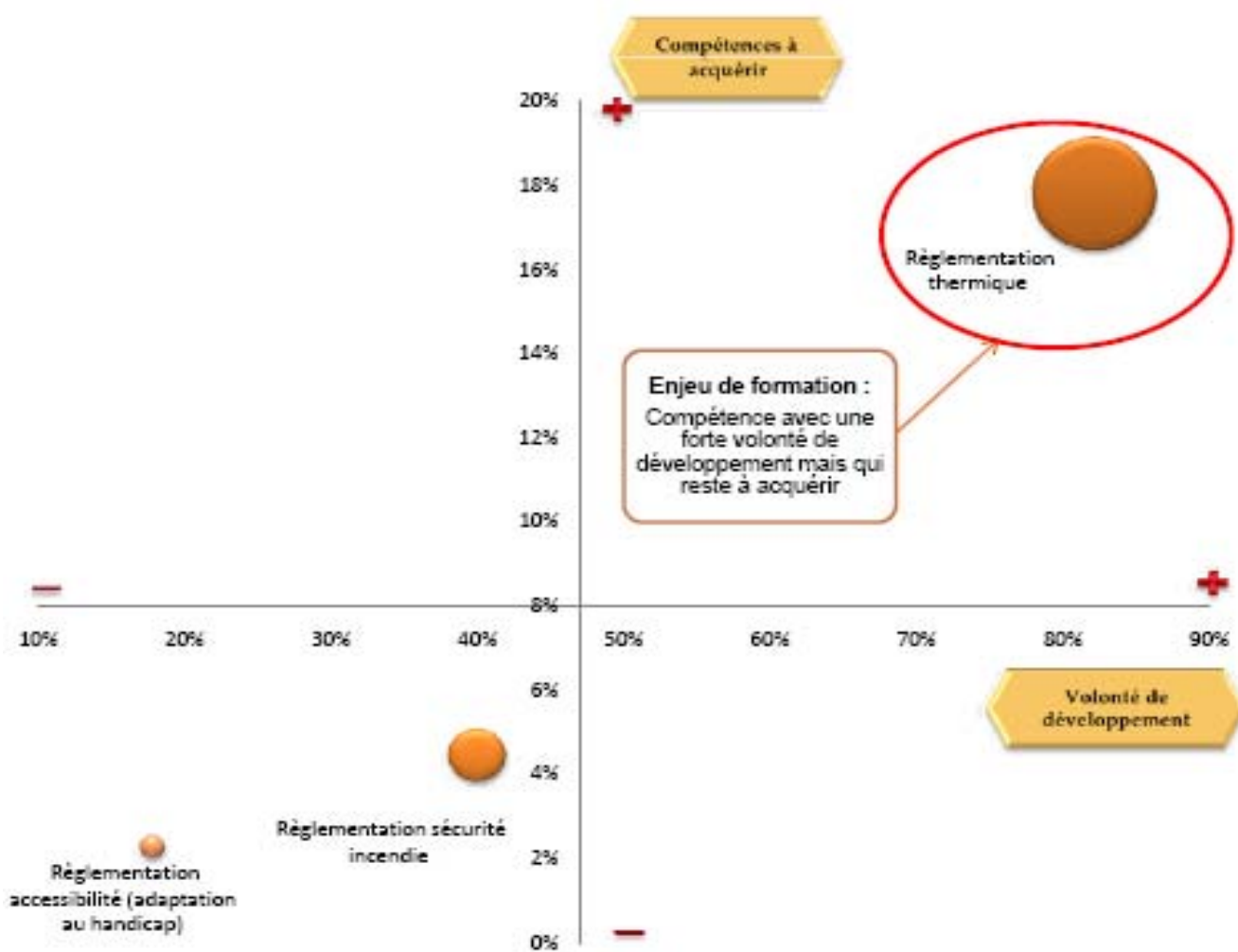
Compétences techniques sur lesquelles se portent les enjeux de formation



La réglementation thermique : une forte volonté de développement des entreprises de Bâtiment et des compétences qui restent à acquérir.

Près de 4 entreprises sur 5 souhaitent se développer sur la base de la réglementation thermique et parmi elles 18% doivent se former. Les volontés de développement des autres types de réglementations sont moins importantes et l'enjeu de formation est bien moins marqué.

Compétences réglementaires sur lesquelles se portent les enjeux de formation

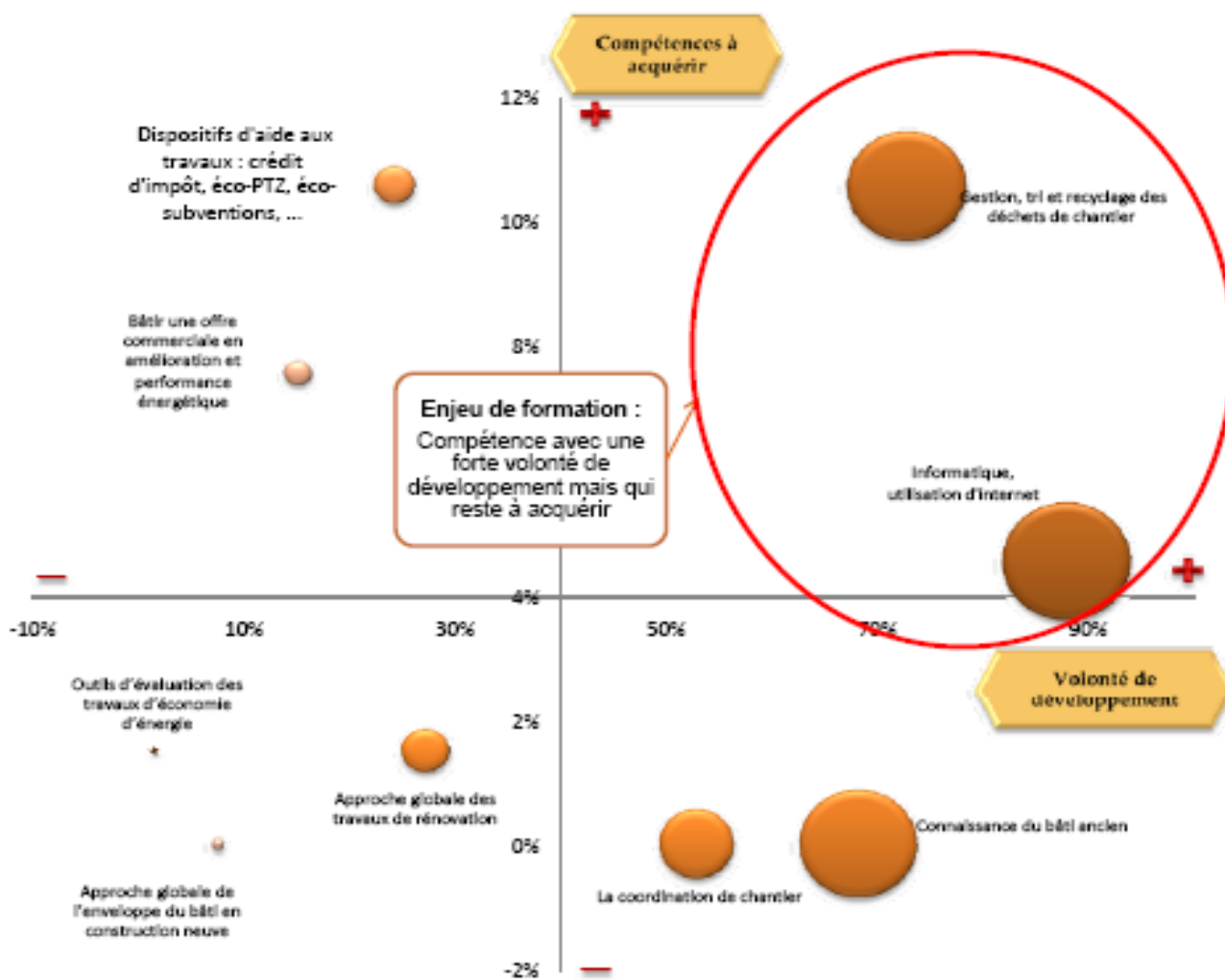


Une volonté forte de développement des compétences sur 2 filières transversales.

Près du ¾ des entreprises comptent développer leur activité par la gestion-tri-recyclage des déchets de chantier. Seules 11% estiment qu'elles doivent acquérir des compétences dans ce domaine.

La deuxième filière concerne l'informatique et l'utilisation d'Internet. La volonté des entreprises de développer leur activité avec cette compétence est beaucoup plus faible que la première filière mais la part d'entreprises qui doivent acquérir ces compétences est beaucoup plus élevée que pour la gestion-tri-recyclage des déchets de chantier.

Compétences réglementaires sur lesquelles se portent les enjeux de formation



Pour toute information veuillez contacter :
 Nuss Elodie
 Chargée d'études CEBTP-Alsace
 Tél : 03.88.13.08.29 Fax : 03.88.13.08.32
elodie.nuss@developpement-durable.gouv.fr
 Site régional : www.cebtp-alsace.asso.fr
 Site national : www.cerc-actu.com